

 NOIR & ROUGE • BROCHURE

COLLECTIVITÉS  
ANARCHISTES

EN ESPAGNE

RÉVOLUTIONNAIRE



CENTRE DE RECHERCHES  
SOCIALES  
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

Cher camarade,

Nous t'envoyons la brochure "Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire" - un sujet qui mérite d'être connu, d'être étudié, d'être largement diffusé.

Nous te signalons en même temps que cette brochure complète la conférence que nous avons faite le 13 décembre 1963 dans le cadre des conférences organisées par l'UGAC:

"Espagne Rouge & Noire" - un historique de la Révolution Espagnole, suivi d'une discussion.

Nous avons à ta disposition cette conférence, éditée en brochure par l'UGAC (32 pages, imprimé, 1,50 F.).

Salutations libertaires,

NOIR ET ROUGE

BROCHURE • NOIR & ROUGE

# LES COLLECTIVITES ANARCHISTES

## EN ESPAGNE REVOLUTIONNAIRE

### SOMMAIRE

	p.I
<u>-HISTORIQUE</u>	
I- <u>LE COMMUNISME LIBERTAIRE</u> , par Isaac Puente	I
-Organisation à base économique de la société	2
-Réalisation:	
-à la campagne	4
-à la ville	6
-Aménagement de l'économie nationale	7
-Conclusions.	8
II- <u>LES COLLECTIVITES ANARCHISTES ESPAGNOLES</u> , par Gaston Leval.	9
-Organisation syndicale sanitaire	9
-Hospitalet	13
-Levaní	16
-Conclusions et commentaires:	
- l'attaque des collectivités	21
- l'intelligence populaire	22
- Principes et enseignements de la révolution espagnole.	25
III- <u>LEONS DE LA GUERRE d'ESPAGNE</u> , par Vernon Richards	29
-les collectivités agricoles	30
-les industries collectivisées	33
<u>-CONCLUSIONS</u>	38

HISTORIQUE/

L

On peut découvrir des origines au collectivisme loin dans l'histoire. Mais pour rester dans le XIX<sup>e</sup> siècle, il y a que la structure des terres n'a pratiquement pas changé depuis le Moyen Age et que les jacqueries paysannes sont donc fréquentes, 1830, 1840, 1844, 1856, 1857. Pour les réprimer, l'Etat "invente" la Guardia Civil en 1844. Ces mouvements aboutissent spontanément au partage des terres, ainsi à Loja (Andalousie) en 1861, où 10.000 paysans prennent les armes.

A partir de 1868, les anarchistes donnent un sens révolutionnaire à ce mouvement déjà senti, désiré par la masse; ils l'impulsent, le théorisent, le diffusent. Ainsi en 1889, Ricardo Mella écrit " Le collectivisme, ses fondements scientifiques". En 1898, un auteur bourgeois, Costa, mais influencé par l'anarchisme scientifique publie " Le collectivisme agraire en Espagne " ( l'anarchisme scientifique est le nom donné à un courant de pensée espagnole, fin XIX<sup>e</sup> siècle).

La propagande cénétiste a toujours insisté sur ce thème: revues spécialisées, adoption du communisme libertaire ( congrès de la "Comedia "Madrid, 1919).

Nous donnons dans cette brochure de larges extraits des travaux d'Isaac Puente, Gaston Leval et Vernon Richards.

Nous espérons ainsi aider à l'étude des réalisations anarchistes durant la guerre d'Espagne, étude que nous avons nous-mêmes commencée.

oooooooo

LE COMMUNISME LIBERTAIRE

Le Communisme Libertaire, de Isaac Puente. Cette brochure d'une trentaine de pages ( 36 dans l'édition de Toulouse; 1947, que nous suivons), parut en 1932. Elle se propose de fonder et diffuser le Communisme Libertaire.

Isaac Puente était un médecin qui, entre autres activités, s'occupait de propager l'éducation sexuelle; il fut assassiné en 1936, avant le 18 juillet, à A'vil\*.

- 1<sup>ère</sup> édition espagnole: 1932.
- 2<sup>ème</sup>            -d°-            : 1934.
- 3<sup>ème</sup>            -d°-            : 1947.
- Traduction française : 1934 ( épuisée)
- Extraits en roumain : 1937

(bulletin d'Information CNI-FAI).

ORGANISATION A BASE ECONOMIQUE DE LA SOCIETE /

Le Communisme Libertaire se base sur l'organisation économique de la société, l'intérêt économique étant le seul lien d'union recherché entre les individus, car c'est le seul sur lequel ils sont tous d'accord. L'organisation sociale n'a pas d'autre finalité que de mettre en commun tout ce qui constitue la richesse nationale, c'est-à-dire les moyens et les outils de production et leurs produits, rendre commune aussi l'obligation de contribuer à la production, chacun par son effort ou son aptitude, et de se charger ensuite de distribuer les produits entre tous, selon les besoins individuels.

Tout ce qui n'est pas fonction économique ou activité économique, reste en marge de l'organisation et de son contrôle. A la disposition, par conséquent des initiatives et des activités des particuliers.

L'opposition entre l'organisation à base politique, commune à tous les régimes qui se fondent sur l'Etat, et l'organisation à base économique qui s'en passe, ne peut être plus radicale ni plus complète. Pour le montrer, nous donnons ensuite le tableau comparatif suivant :

TABLEAU COMPARATIF

ORGANISATION POLITIQUE

ORGANISATION SYNDICALE

- |  |  |
|--|--|
| <p>1) considère le peuple comme mineur et incapable de s'organiser ni de se diriger sans tutelle.</p>  | <p>1) considérant chaque collectivité professionnelle comme apte à organiser ses propres affaires, pour elle, la tutelle n'est pas nécessaire, et l'Etat est de trop.</p>  |
| <p>2) L'Etat possède toutes les vertus. Dans l'économie, dans l'enseignement, dans l'administration de la justice, dans l'interprétation du droit, dans la protection de la richesse et dans l'organisation de toutes les fonctions.</p> | <p>2) L'initiative revient aux organisations professionnelles. Le contrôle de l'enseignement, aux maîtres. Celui de la santé, aux médecins. Celui des communications, aux techniciens, et aux ouvriers réunis en assemblées, et le contrôle de la production appartient à la Fédération des Syndicats.</p> |
| <p>3) <u>L'ETAT</u> est souverain, il détient la force entre ses mains (armée, police, magistrature, prisons). Le peuple est sans défense, désarmé, ce qui exclut de le qualifier de souverain dans les démocraties.</p>                 | <p>3) La force retourne à son origine, puisque les membres de chaque groupement se la donneront, n'étant pas centralisée, tout individu en aura sa quote-part et c'est l'Assemblée qui la distribuera entre tous.</p>  |
| <p>4) Les hommes se groupent selon les idées politiques, religieuses, ou sociales, c'est à dire, que les points communs sont minimes puisque c'est précisément dans ces domaines que varient et divergent le plus les hommes.</p>        | <p>4) Les hommes se groupent selon l'indépendance de leurs préoccupations et de leurs besoins dans le Syndicat, et selon la résidence et la communauté d'intérêts dans la Commune Libre. De cette façon les points de contact sont maximum.</p>  |

- 5) L'Etat, qui est une petite minorité, prétend détenir plus de sagesse, de capacité et de savoir que les différentes collectivités sociales. "Un seul en sait plus que tous réunis".
- 6) L'Etat, établissant une fois pour toutes (Constitution ou Code) une norme fixée compromet l'avenir et fausse le processus vital, qui est multiple et changeant.
- 7) L'Etat se réserve tout, le peuple n'est appelé à rien faire, sinon à payer, obéir, produire et se conformer à la volonté suprême de celui qui commande. L'Etat dit "Donnez-moi le pouvoir et je vous rendrai heureux".
- 8) La société est divisée en deux castes antagoniques: celle de ceux qui commandent et celle de ceux qui obéissent.
- 9) Il concède seulement des fictions et des droits écrits: de liberté, de souveraineté, de justice, de démocratie, d'autonomie, afin de maintenir toujours vivif le feu sacré de l'illusion politique.
- 10) Le progrès et l'évolution sociale conduit l'Etat, depuis des formes despotiques et absolutistes, jusqu'à son déclin. Le fascisme est une solution tardive; le socialisme aussi. Il dissimule et cache ses prérogatives pour finir par les perdre peu à peu, à mesure que se développe la conscience individuelle et la conscience de classe.
- II) Dans l'organisation à base politique, la hiérarchie augmente jusqu'au sommet. Au-dessus du peuple, il y a le Conseil, au-dessus de celui-ci, la Mairie, au-dessus, la députation; encore au-dessus, le Gouvernement.
- 5) L'Assemblée réunit en elle, le maximum de sagesse, de capacités et de savoir en ce qui lui incombe professionnellement, ou en ce qui la concerne selon les circonstances. Tous, unis, en savent plus qu'un seul, aussi savant soit-il.
- 6) Dans l'organisation syndicale, la norme de conduite à suivre se décide à tout moment, en accord avec les circonstances.
- 7) Faute d'intermédiaires et de rédempteurs, chacun doit tâcher d'ordonner ses affaires, s'habituer à se passer de médiateurs, et se débarrasser ainsi d'une routine de siècles et de siècles d'éducation politique.
- 8) Tous les citoyens se nivellent dans la catégorie unique de producteurs. Les charges sont administratives et temporelles sans donner droit à l'exemption de la production, et sont toujours soumises aux déterminations des assemblées.
- 9) C'est la réalisation pratique de la liberté économique, qui est fondamentale. La démocratie est réalisée, c'est-à-dire le gouvernement du peuple par le peuple. Le fédéralisme est réalisé, le maximum d'autonomie et d'indépendance étant reconnu à la Commune et à toute entité de production.
- 10) L'évolution porte les collectivités professionnelles à une amélioration et à un perfectionnement croissants. On passe de la défense de l'intérêt économique égoïste de l'individu à des conditions qui le rendent capable d'accepter la responsabilité de son rôle social.
- II) Dans l'organisation économique, la hiérarchie augmente vers la base. Les résolutions d'un Comité peuvent être révoquées par un Plenum; celles de celui-ci par l'assemblée et celles de l'Assemblée par le Peuple.

REALISATION /

Le COMMUNISME LIBERTAIRE se base sur des organismes existants déjà grâce auxquels on peut organiser la vie économique dans la ville et dans les villages, en tenant compte des besoins particuliers de chaque localité. Ce sont le Syndicat et la Commune Libre.

Le Syndicat réunit les individus, les associant selon la catégorie de travail ou le contact quotidien dans le même travail. Les ouvriers d'une usine d'un atelier, ou d'un chantier, se réunissent d'abord, constituant la cellule la plus petite, autonome pour ce qui lui est particulier. Ces cellules, jointes à d'autres semblables, forment la section dans le sein du Syndicat d'une Branche ou d'une Industrie. Il y a un Syndicat de différents métiers pour réunir ceux qui, par eux-mêmes, ne peuvent se constituer numériquement en Syndicat. Les Syndicats de la localité sont fédérés entre eux, constituant la Fédération locale qui existe par un comité formé par la délégation des Syndicats dans un Plénum, constitué par tous les comités en Assemblée générale, qui, en définitive, possède la souveraineté maximum.

La Commune Libre est l'Assemblée des travailleurs d'une petite localité, village ou hameau, ayant souveraineté sur les sujets concernant la localité, institution d'ancienne origine, bien que privée d'autorité par les institutions politiques, elle peut retrouver son ancienne autorité en se chargeant de l'organisation de la vie locale.

L'économie nationale découle de l'harmonie entre les diverses localités qui la composent. Lorsque chaque localité isolément a son économie bien administrée et ordonnée, l'ensemble doit être harmonieux et l'accord national parfait. La perfection ne se veut pas imposée d'en haut, mais veut s'épanouir à partir de la base de façon à être un résultat spontané et non un effet forcé. Si l'accord entre les individus s'établit par leurs relations, l'accord entre les localités est une conséquence de la même relation: celle des Plénums, périodique et sujette aux circonstances, et celle, persistante et continue, établie par les Fédérations d'Industrie qui ont cette mission spéciale. Les communications et les transports, industries qui ne peuvent se circonscrire à un intérêt local, doivent être reliés à un plan national.

Nous étudierons séparément l'économie rurale, l'économie urbaine et l'économie nationale.

A LA CAMPAGNE.

C'est à la campagne que la réalisation du Communisme Libertaire revêt la plus grande simplicité car elle se réduit à mettre en vigueur la Commune Libre.

La Commune Libre est la réunion en Assemblée (Conseil) de tous les habitants d'un village ou d'un hameau, ayant la souveraineté pour administrer et ordonner toutes les affaires locales, en premier lieu la production et la distribution.

Actuellement, le Conseil est en tutelle, étant considéré comme d'âge mineur, et ses résolutions peuvent être révoquées par la Municipalité, la Députation et le Gouvernement, trois institutions parasitaires qui vivent à ses côtés.

Dans la Commune Libre, non seulement une partie du territoire muni-

cipal, comme actuellement, mais tout celui qui est enclavé dans sa juridiction, sera de propriété commune.

- les montagnes, arbres et prés,
- les terres de labour,
- le bétail de travail et de boucherie,
- les édifices, les machines et les instruments de labourage,
- et les articles et produits emmagasinés et accumulés par les habitants.

La propriété privée n'existera plus qu'en usufruit de ce dont chacun a besoin, comme l'habitation, les vêtements, les meubles, les instruments de travail, la parcelle de jardin qui est laissée à chaque habitant et le petit bétail ou les oiseaux de basse-cour qu'il veut avoir pour sa consommation.

Tout ce qui excède les nécessités pourra être saisi à tout moment par la Commune, selon un accord préalable pris en Assemblée, car tout ce que nous accumulons sans nécessité ne nous appartient pas, puisque nous en privons les autres. La Nature nous donne un titre de propriété sur ce dont nous avons besoin, quant à ce qui excède ce besoin nous ne pouvons nous l'approprier sans commettre une spoliation, sans le soustraire à la propriété collective.

Tous les habitants seront égaux:

- 1) Pour produire et coopérer à l'alimentation de la Commune, sans autres distinctions que celles de leurs aptitudes (âge, profession, préparation, etc..)
- 2) Pour intervenir dans les décisions administratives des Assemblées et... (I)
- 3) Pour consommer selon ses besoins ou selon un rationnement.

Quiconque refuse de travailler pour la Communauté (excepté les enfants, les malades et les vieillards) sera privé des autres droits: de délibération et de consommation.

La Commune Libre sera fédérée avec celles des autres localités et avec les Fédérations locales des villes, ainsi qu'avec les Fédérations d'Industrie nationales. Chaque localité offrira à l'échange ses produits en excédent pour demander en échange ceux dont elle a besoin. Elle contribuera par son aide personnelle aux travaux d'intérêt général, tels que chemins de fer, routes, réservoirs, chutes d'eau, reboisement, etc...

En échange de cette collaboration à l'intérêt régional ou national, les habitants de la Commune Libre pourront bénéficier des services publics, comme:

- postes, télégraphes, téléphones, chemins de fer et transports,
- lumière et énergie électrique,
- asiles, hôpitaux, sanatoriums et cures thermales,
- enseignement supérieur et universitaire,
- articles et marchandises non fabriquées dans la localité.

L'excès de main d'œuvre sera utilisé pour des travaux et des productions nouveaux auxquels se prête la localité, le temps de travail étant distribué entre tous, les heures de travail et la durée de la journée seront réduites pour chaque ouvrier.

(I) la phrase n'est pas terminée. (N. du traducteur).



Cette Commune Libre ne doit pas effrayer le paysan, car ses ancêtres vivaient de façon très semblable. Dans tous les villages, il existe le travail en commun, la propriété communale plus ou moins étendue, l'usage en commun (laine ou pâturages). Dans les habitudes rurales, il y a, en outre, des expédients et des procédés pour solutionner toutes les difficultés qui peuvent se présenter et dans lesquelles ne doit jamais décider la volonté d'un individu, même s'il est élu pour cela par les autres, mais l'accord de tous.

### A LA VILLE

Dans la ville, la Commune Libre est représentée par la Fédération locale, il peut exister dans les agglomérations de grandes organisations semblables de quartier. La Fédération locale du Syndicat de l'Industrie a la souveraineté maximum dans l'Assemblée générale de tous les producteurs de la localité.

Sa mission est d'ordonner la vie économique de la localité, mais spécialement la production et la distribution, en vue des besoins de cette localité et aussi en vue des demandes d'autres localités.

Au moment de la révolution, les syndicats prennent possession collective des usines, ateliers et chantiers; des logements, des édifices et des terres; des services publics et des marchandises et matières premières ammagasinées.

Les syndicats producteurs organisent la distribution, se servent de Coopératives ou des locaux de vente et des marchés.

Pour jouir de tous les droits, il faut avoir le carnet de producteur, délivré par le Syndicat adéquat, où il est noté, en plus des données précises pour la consommation (comme par exemple, le nombre de personne de la famille), les jours et le temps de travail. Seuls sont exemptés de cette formalité les enfants, les vieillards et les malades.

Le carnet de consommation confère tous les droits:

1) de consommer selon le rationnement ou selon ses besoins, tous les produits distribués dans la localité.

2) de posséder en usufruit une maison décente, les meubles indispensables, des oiseaux de basse-cour en dehors, ou une parcelle de verger ou de jardin si la collectivité en décide ainsi.

3) d'utiliser les services publics,

4) de prendre part aux décisions plébiscitaires de l'usine, atelier ou chantier, de la Section, du Syndicat et de la Fédération locale.

La Fédération locale veillera à subvenir aux besoins de la localité et à développer son industrie spécifique, celle pour laquelle elle est le mieux appropriée ou celle qui est la plus nécessaire aux besoins nationaux.

En Assemblée générale, on répartira la main d'oeuvre entre les divers Syndicats et ceux-ci la répartira dans leurs sections, de même que celles-ci dans les corporations de travail, veillant toujours à éviter le désœuvrement et à augmenter la marche de production quotidienne par le roulement des ouvriers dans

une industrie, ou à diminuer dans la juste proportion le nombre d'heures de travail pour l'ouvrier.

Toutes les initiatives qui ne sont pas purement économiques, doivent être laissées au gré de l'initiative particulière des individus ou des groupes.

Chaque Syndicat doit s'efforcer de mettre à exécution les initiatives qui sont bénéficiaires à tous, spécialement celles qui concernent la sauvegarde de la santé du producteur et celles qui contribuent à rendre le travail agréable.

( pages 26 à 31 ).

#### AMENAGEMENT DE L'ECONOMIE NATIONALE /

La contrainte économique oblige l'individu à coopérer à la vie économique de la localité. La même contrainte doit peser sur les collectivités les obligeant à coopérer à l'économie nationale. L'économie nationale ne doit dépendre ni d'un Conseil central ni d'un Comité suprême, germes d'autoritarisme et foyers de dictature comme de nids de bureaucrates. Nous avons dit que nous n'avons pas besoin d'un architecte ni d'un pouvoir ordinateur étranger à l'accord mutuel des localités. Quand toutes les localités ( villes, villages, et bourgs ) auront ordonné leur vie intérieure, l'organisation nationale sera parfaite. Et nous pouvons en dire autant des localités. Quand tous les individus qui les composent ont assuré la satisfaction de leurs besoins, la vie économique de la Commune ou de la Fédération locale sera parfaite également.

En Biologie, pour qu'un organisme jouisse de physiologisme ou de normalité, il faut que chacune de ses cellules accomplisse son rôle et pour cela, il faut seulement une chose : assurer la circulation sanguine et la relation nerveuse. Nous pouvons dire la même chose d'une nation. La ville ne peut être garantie et normalisée qu'autant que chaque localité remplit son rôle, maintenant assurée la circulation sanguine qui lui apporte ce qui lui manque et la débarrasse de ce qui la gêne, autrement dit, le transport, et qui met les localités en relation les unes avec les autres, pour se faire connaître leurs mutuels besoins et possibilités au moyen des communications.

Et ici, intervient le rôle des Fédérations d'Industrie, organismes adéquats à l'instauration de services collectivisés qui doivent être soumis à un plan national, tels que les communications ( postes, télégraphes, téléphones, ) et les transports ( chemins de fer, bateaux, routes ).

Au-dessus de l'organisation locale ne doit exister aucune superstructure autre que celle ayant une fonction spéciale qui ne peut être accomplie localement. Seuls les Congrès interprètent la volonté nationale et exercent de façon circonstancielle et transitoire la souveraineté que leur confèrent les décisions plébiscitaires des Assemblées.

Outre les Fédérations Nationales des Transports et des Communications il peut exister des Fédérations Régionales, comme celles de l'hydrographie, des forêts ou de l'énergie électrique.

Ces FEDERATIONS NATIONALES auront en propriété commune les routes, les réseaux, les édifices; les machines, les outils et les ateliers, et offriront

librement leurs services aux localités ou aux individus qui coopèrent par leur effort particulier à l'économie nationale:

- en offrant leurs marchandises ou produits en excédent.
- se prêtant à surproduire ce que les besoins nationaux requièrent et qui rentre dans leurs possibilités.
- et contribuant par leur participation personnelle aux travaux dont ces services ont besoin.

La mission des Fédérations Nationales de Communications et Transports est de mettre toutes les localités en relation les unes avec les autres, augmentant le transport entre les régions productrices et les consommateurs, et donnant la préférence aux articles susceptibles de se gâter, qui doivent être consommés rapidement, comme le poisson, le lait, les fruits et la viande.

De la bonne organisation des transports dépend la garantie de ravitaillement des localités pauvres et la décongestion des localités surproductrices.

Ni un cerveau, ni un bureau de cerveaux ne peuvent faire cette organisation. Les individus s'entendent en se réunissant et les localités en se mettant en relations. Un guide de directions, avec la production particulière de chaque localité permettra de faciliter le ravitaillement, renseignant sur ce qu'on peut demander à une localité et sur ce qu'on peut lui offrir.

Si la nécessité oblige les individus à unir leurs efforts pour contribuer à la vie économique dont a besoin la localité, elle force aussi les collectivités à réunir leurs activités dans un échange national et le système circulatoire (transports) et le système nerveux (communications) à remplir leur rôle dans l'établissement des relations interlocales.

Ni l'aménagement de l'économie, ni la liberté de l'individu, n'exigent plus de complications.

( pages 33 à 35 ).

## CONCLUSION

Le Communisme Libertaire est une voie ouverte sur laquelle la société s'organise spontanément et librement, et par laquelle l'évolution sociale s'opère sans déviations artificielles.

C'est la solution la plus rationnelle du problème économique, car elle répond à une distribution équitable de la production et du travail nécessaire pour l'obtenir. Personne ne doit s'évader de cette nécessité de coopérer par son effort à la production puisque c'est la Nature elle-même qui nous impose cette dure loi du travail, sous les climats où l'aliment ne se produit pas spontanément.

La coopération économique est le noeud social. Mais elle est et doit être l'unique coopération que la collectivité doit exercer sur l'individu. Toutes les autres activités, culturelles, artistiques, scientifiques, doivent rester en marge du contrôle de la collectivité et aux mains des groupes qui sentent le désir de les animer et les fomentier.

Comme la journée de travail n'épuiserait pas, comme elle n'épuise pas aujourd'hui, la capacité de travail de l'individu, en marge de la production contrôlée, il en existerait une autre, libre et spontanée fruit du goût, de l'enthousiasme, et qui trouve en elle-même satisfaction et récompense. Dans cette production se trouve le germe d'une autre société, celle que l'anarchisme exalte et propage, et en tant qu'elle satisferait les besoins de la Société, elle rendrait superflue la tutelle économique des organisations sur les individus.

( page 36 ).

traduit de l'espagnol, Isaac PUENTE.

oooooooo

### LES COLLECTIVITES ANARCHISTES ESPAGNOLES

Gaston Leval.

Nous traduisons de l'édition italienne: " Né Franco, né Stalin, le collectività anarchiche spagnole nella lotta contro Franco e la reazione staliniana ", Istituto Editoriale Italiano, Milano - 320 p.

Des nombreux exemples, presque tous traduits, nous avons choisi:

- Organisation Syndicale Sanitaire,
- Hospitalet
- Levant
- Conclusions et commentaires:
  - l'attaque des collectivités
  - l'intelligence populaire
  - principes et enseignements de la révolution espagnole.

Dans le texte, le présent correspond à la période de la guerre 1936-1939, l'imparfait à avant 1936, les conclusions et commentaires sont postérieurs à 1939.

---

#### ORGANISATION SYNDICALE SANITAIRE /

Ce fut une des plus grandes réalisations de la révolution socialiste libertaire. Nous en parlerons brièvement. Pour pouvoir apprécier convenablement l'effort des camarades, il faut savoir que le syndicat unique s'étendant à toute la Catalogne, fut fondé après le 19 juillet 1936.

Il y avait auparavant quelques médecins affiliés à la C.N.T. et constituant une section du Syndicat des professions libérales. En outre, à part, il existait un groupe d'infirmiers et de préparateurs en pharmacie.

La révolution put compter sur un certain nombre de médecins pour lesquels la médecine ne signifiait pas un moyen d'exploitation de leurs semblables mais une mission.

Au début de septembre 1936, le syndicat unique sanitaire fut constitué. Obéissant à la tendance de réunion dans un seul organisme des diverses catégories d'hommes qui assurent une même tâche, ils s'occupèrent d'un même service et réformèrent toutes les sections en vue d'une activité générale.

Les effectifs augmentèrent avec une rapidité surprenante. En fait, vers la fin de février 1937, on me donna la liste suivante:

- 1020 médecins,
- 3206 infirmiers,
- 133 dentistes,
- 330 sages-femmes,
- 203 "practicantes" (médecin n'ayant pas pu achever ses diplômes).
  
- 180 pharmaciens,
- 663 préparateurs, en pharmacie
- 153 herboristes,
- 335 préparateurs, en matériel sanitaire
- 71 radiologues
- 10 auxiliaires sanitaires
- 220 vétérinaires.

Nous ajoutons les masseurs, dont nous n'avons pas la statistique. Cinq mois après la révolution, le nombre total des inscrits tournait autour de 8.000.

Avant, l'UGT a, elle aussi, organisé un syndicat sanitaire, mais très inférieur au nôtre numériquement, puisqu'elle avait un maximum de 100 médecins.

Le Syndicat Unique ne s'est pas contenté d'organiser. Le désir de créer naquit avec d'autant plus de force que les médecins n'avaient rien fait jusqu'à la veille de la révolution. Souvent, ils sont les constructeurs les plus audacieux parmi les révolutionnaires. Nous pourrions citer plusieurs exemples de ce phénomène paradoxal.

Guidé par certains militants qui avaient montré une valeur admirable, le syndicat prit en mains avec audace, la réorganisation de la branche médicale. Elle en avait bien besoin. En Espagne, 25.000 enfants, âgés de moins de 12 mois, mourraient chaque année. Dans le 5ème district de Barcelone, la mortalité infantile était deux fois plus forte que celle enregistrée dans le quatrième. Le premier est un quartier ouvrier, le second de privilégiés. La mortalité infantile en Espagne était une des plus élevées d'Europe. Pourtant l'Espagne est un pays sain au climat généralement sec. De tels faits ne s'expliquent que par la misère, le manque d'hygiène, et de soins. Sachant cela, sachant qu'il y avait une foule de médecins qui ne demandaient qu'à travailler et profiter de la désorganisation du gouvernement, nos camarades jetèrent les bases d'une nouvelle organisation sanitaire.

Il ne m'a pas été possible de suivre pas à pas le processus de l'oeuvre réalisée. Je me limiterai donc à résumer l'oeuvre en elle-même et à dire à quel

degré de développement elle était arrivée au moment de mon entrevue avec nos camarades à la tête des sections du syndicat.

L'organisation de la branche médicale s'étend à toute la Catalogne. Il s'est constitué un grand appareil dont les parties sont géographiquement articulées selon les diverses activités, en accord avec un plan d'ensemble. La Catalogne fut divisée en 9 zones: Barcelone, Tarragone, Lerida, Tortosa, Reus, Bergheda, Ripoll, Hautes-Pyrénées. Ce sont les centres autour desquels sont groupés à leur tour les petites villes et les villages.

Le nombre des petites villes étant de 27, on a au total 36 centres sanitaires, distribués dans toute la Catalogne, coordonnant leurs efforts afin que pas un village, pas une fraction, pas un paysan isolé dans la montagne, pas une femme, pas un enfant, ne manquent de soins médicaux. Chacune des neuf zones a un centre syndical dont le Comité central contrôle et dirige les services sanitaires. A leur tour les comités des environs s'adressent à Barcelone.

Les sections de catégories sont autonomes au sein du syndicat. Mais cette autonomie n'est pas synonyme d'isolement. Une fois par semaine, le Comité Central de Barcelone, nommé par le Congrès, se réunit avec un délégué de chaque section. Aussi bien du point de vue technique que géographique, les activités répondent à un plan général.

La population reçut immédiatement le bénéfice des initiatives du syndicat. Celui-ci dirige et contrôle tous les hôpitaux et cliniques. Dans Barcelone il fonda 6 hôpitaux: l'hôpital prolétaire, celui du peuple, l'hôpital Pompéia, 2 hôpitaux militaires, et le pavillon de Romania. En outre, 8 nouveaux sanatoriums s'ouvrirent en Catalogne: le Sana Maritime de Cadafell, le Sana de la Florida, le Pavillon Modèle de Valldrera, le Sana de la Bonnanove, le Sana des Tres Torres, l'hospice de Montserrat, de Terramar, à Sitges, et le Sana de San Andrea.

Les sanatoriums furent installés le plus souvent dans de beaux édifices, dans de somptueuses résidences aristocratiques, et dans des auberges de luxe, construites en montagne, parmi les pins.

Ce n'était pas chose facile que d'organiser les hôpitaux. On devait improviser des installations pour satisfaire le désir de procurer rapidement au peuple les moyens d'être soigné. Pour cela, aux débuts de 1937, on construisit de nouveaux pavillons à l'hôpital général. L'un d'eux fut destiné aux soins de la tuberculose osseuse et à l'orthopédie. Son organisation était telle qu'on doit la considérer comme une des meilleures du monde dans cette branche.

Dans toutes les localités d'une certaine importance furent créées des polycliniques. Elles ont toutes les spécialités de la médecine et sont dotées de tout le matériel sanitaire adéquat. Elles ont été construites dans le but d'éviter l'agglomération des infirmes et des blessés dans les petites villes, ce qui cause souvent par les difficultés de transport, des souffrances et une mortalité évitables.

Dans chaque localité, se sont établis des médecins inscrits au Syndicat.

En Catalogne, comme dans tout le reste de l'Espagne, et dans le monde entier, il y avait un nombre excessif de médecins. Le sociologue sait bien combien cette pléthore était artificielle et due à l'organisation capitaliste, égotiste, et individualiste de la médecine. Maintenant, au contraire, dans le nouveau système d'organisation, personne n'est de trop; même les médecins font défaut. Quand

les habitants d'un pays en demande un, le Syndicat s'informe d'abord des conditions sanitaires de la localité, fait une statistique des maladies et des accidents qui y sont le plus fréquent, et dans la liste des médecins qui peuvent être transférés il choisit celui qui, par sa spécialité, répond le mieux aux besoins du lieu. Celui qui refuse d'y aller doit fournir des raisons très sérieuses. Dans le cas contraire, il court le risque de ne plus exercer.

Les frais des hôpitaux sont payés par la municipalité et la Généralité; les frais des polycliniques qui sont construites, par les syndicats ouvriers et les municipalités. La santé ne peut toutefois encore être socialisée intégralement: mais la majeure partie des cliniques de dentistes de Catalogne est entre les mains du Syndicat. Tous les hôpitaux, les sanatoriums et les cliniques sont contrôlés par lui. On tend à supprimer l'exercice indépendant de la médecine et à lui substituer une organisation sociale. Le médecin privé existe encore; mais les abus si fréquents dans cette profession ont été supprimés. Le coût des opérations certainement plus avantageux pour lui, est maintenant contrôlé. Les ouvriers payent le syndicat qui délivre l'argent au chirurgien et prend note de tout. Dans les nouvelles cliniques, on opère gratuitement et même les extractions de dents sont gratuites. Le nombre des malades admis dans les asiles d'aliénés est plus grand qu'avant.

Dans cette organisation naissante, quelle est donc la situation du médecin? Au cas où nous l'interrogerions, les réponses seraient nombreuses et contradictoires. Il y a deux catégories distinctes: les vieux et les jeunes. Parmi les vieux, les plus privilégiés ne sont pas très satisfaits du changement; au contraire, les moins favorisés laissent faire ou coopèrent volontiers à la nouvelle organisation.

Les jeunes ont adhéré avec enthousiasme. Pour la majorité d'entre eux, l'avenir aurait été <sup>une</sup> énigme, une source d'inquiétudes. Pendant des années, ils auraient dû travailler gratuitement dans les hôpitaux, dans les sanatoriums. Le médecin officiel rétribué n'allait presque jamais dans les cliniques. Un médecin plus jeune travaillait pour lui attendant sa mort pour prendre sa place et encaisser ses honoraires. A son tour ce médecin avait un secrétaire médical de nomination récente, lequel attendait la mort des deux autres pour prendre leur place.

Maintenant, tous les médecins des hôpitaux reçoivent 500 pesetas par mois pour trois heures de travail par jour. Ils font en plus un travail privé. Sachant qu'un bon ouvrier manuel gagne de 350 à 400 pesetas par mois, pour 7 heures de travail par jour, le lecteur peut faire de lui-même les conclusions.

Ce nivellement permet de disposer d'argent pour payer toutes les dépenses. Il n'y a plus de médecin qui touchent des émoluments énormes, tandis que d'autres meurent de faim. Dans un établissement public, aucun ne peut avoir deux appointements. Plus de la moitié des médecins, leur travail rémunéré accompli, travaillent ensuite gratuitement. Et ils le font avec plaisir. Aucune contrainte n'est nécessaire.

"L'oeuvre la plus belle", me disait le secrétaire de la section des médecins, un basque au dévouement infatigable, "est la révolution morale accomplie dans ce travail; chacun accomplit son devoir avec honnêteté. Le médecin renommé qui est envoyé une fois par semaine dans un dispensaire n'y manque jamais. Le personnage important qui parcourait les salles d'hôpital, suivi par une demi-douzaine de collègues inférieurs à lui hiérarchiquement, l'un tenant la cuvette, l'autre la serviette, le 3ème ouvrant la porte et le reste faisant une escorte d'honneur, humbles devant une si grande autorité, (pas toujours conquise par la valeur) n'existe plus.

"Il y a maintenant des camarades de travail égaux qui s'estiment et se respectent réciproquement".

(pages 122 à 127).

#### HOSPITALET

C'est un faubourg de Barcelone, composé de trois quartiers et ayant 50.000 habitants. L'industrie y prédomine. Aux abords s'est développée une collectivisation intensive, si fréquente dans les environs des grandes villes.

L'industrie textile était la plus importante. Toutefois, la métallurgie n'était pas négligeable: elle comprenait plusieurs fonderies; elle comptait deux hauts fourneaux importants et en outre plusieurs ateliers mécaniques. Il y avait aussi l'industrie du bois, l'industrie chimique, etc...

Vu qu'il s'agissait d'un noyau de formation assez récente, le mouvement social aussi se devinait récent. Il remontait à la guerre 1914-18.

La C.N.T. et la F.A.I. avaient dans cette ambiance une influence prépondérante: 8.000 travailleurs étaient dans leur file depuis le début. Maintenant, il y en a 12.000. L'U.G.T. en comptait seulement, 1.000.

En juillet la lutte et l'ardeur belliqueuse durèrent de cinq à six jours, galvanisant tout le pays. Une fois cette période terminée, la C.N.T. donna l'ordre de retourner au travail par échelons, selon les industries. Elle assumait par ces premiers pas, la responsabilité de la vie économique, abandonnée par les patrons, tout comme par le gouvernement lui-même.

Tandis que le travail reprenait, une partie des forces populaires était mobilisée et durant trois ou quatre semaines, elle se maintint en alerte, derrière les barricades, et dans les rues, exerçant en outre la surveillance des routes menant à Barcelone, afin de préserver la ville de toute attaque. C'est dans cette ferveur révolutionnaire que commença la socialisation.

Chose rare, cette socialisation commença dans les campagnes. Ce furent les journaliers qui en prirent l'initiative. Ils étaient en minorité, par rapport aux propriétaires qui les engageaient de temps en temps pour les travaux. Mais les propriétaires se mirent à s'occuper de tout et provoquèrent une réaction de la base. Les légumes étaient menacés de destruction par manque de soin. Et Hospitalet commençait à avoir faim. 25% de sa population se trouvait complètement inoccupé par suite de la crise et une partie de ceux qui travaillaient ne pouvait le faire que trois jours par semaine.

Les ouvriers agricoles comprirent que cette situation, déjà préoccupante se serait vite aggravée si les produits des vergers étaient perdus et ils décidèrent de les sauver. Ils convoquèrent les propriétaires et dans une Assemblée les uns et les autres décidèrent de socialiser immédiatement le travail de la terre.

On créa alors la Collectivité des paysans où tous adhèrent. En tête figuraient toujours la C.N.T. et la F.A.I.

Alors, à la petite propriété cultivée par le propriétaire et le journalier embauché pour la période de travail, se substitua la grande étendue



travaillée selon un plan général. Le travail augmenta donc en intensité et en extension. Même les terres considérées jusqu'alors stériles furent utilisées.

Mais le moyen d'échange était encore l'argent. Son manque constitua une grande difficulté. Il empêchait l'achat des outils de travail, des animaux, et la technisation de l'agriculture. Il imposait d'importants sacrifices, tels que la renonciation aux 15% d'augmentation décrété par le gouvernement régional, et à la journée de travail de 6 heures. Les paysans de la Collectivité perfectionnèrent pourtant leur organisation et vivaient de leurs propres ressources qui, sans doute, seront plus grandes quand la vente de leurs produits sera possible.

Les industries passèrent par les étapes connues dans la première phase de la révolution. On commença par le contrôle des usines, spécialement de celles en activité. Les ouvriers nommèrent dans chaque entreprise des comités ayant la mission de veiller sur toute la production et sur l'administration patronale.

Les entreprises pauvres, ayant des dettes nombreuses dans cette période de crise furent immédiatement collectivisées. Le patron fut éliminé comme tel, et assimilé aux producteurs.

Les comités dirigèrent eux-mêmes la production, suivant la ligne d'une économie particulariste, tracée par le Décret sur la Collectivisation. La C.N.T. et la F.A.I. créèrent immédiatement les conseils d'intensification de la production qui obligèrent les patrons à prendre la main d'oeuvre inoccupée. Presque tous les sans-travail furent ainsi engagés. Cette mesure fut fatalement anti-économique: le manque de matière première dans l'industrie textile - la plus importante - et de marchés, devaient nécessairement conduire à un abaissement de la production, disproportionné par rapport à la main d'oeuvre occupée.

Pour porter remède à la misère existante, il fut créé, sur l'initiative de la C.N.T., des commissions de ravitaillement pour le peuple: leur tâche était de procurer de l'alimentation à ceux qui ne travaillaient pas et à ceux qui travaillaient. La situation économique ne pouvant se normaliser rapidement et des familles très nombreuses ne percevant pas de salaires suffisants pour vivre, ces commissions continuèrent longtemps à jouer leur rôle de secours social.

On s'aperçut vite du danger inhérent à l'administration particulariste des entreprises; entre autres, la concurrence et le manque de solidarité auraient pu provoquer des heurts et des luttes incompatibles avec l'esprit socialiste et libertaire. La C.N.T. locale lança alors le mot d'ordre " Socialisons les industries ".

L'idée se réalisa rapidement. D'abord les coiffeurs, puis les spectacles, l'industrie du bois, l'industrie de construction, l'alimentation, et les transports. Je trouvais l'industrie métallurgique en pleine activité réorganisatrice et celle des textiles seulement partiellement collectivisée. De même dans toute la Catalogne. Les industries chimiques étaient encore aux comités de contrôle. La nouvelle structure trouvait des obstacles dans le manque de matières premières et dans le manque de travail qui s'ensuivait. D'autre part, les résistances de l'U.G.T. obligèrent à marquer le pas.

Des industries actives et passives existent donc, la nécessité de stabiliser le salaire unique pour tous s'impose vite. Il fut même envisagé la création d'une caisse commune inspirée de la solidarité inter-industrielle, de laquelle tous les ouvriers sans exception tiraient des ressources égales. Cela ne put être

réalisé. La solidarité financière se pratiquait seulement dans quelques branches.

Quand les différentes branches avaient une production notablement excédentaire, on en donnait communication à la Commission centrale administrative laquelle voyait comment et dans quelles mesures aider les branches déficitaires, auxquelles elle distribuait les sommes nécessaires à l'achat de matières premières et de divers éléments de production. Quand les sommes à délivrer étaient importantes, les délégués de toutes les branches, réunis en congrès, examinaient les conditions économiques et techniques de l'aide. L'examen fait et les observations, indications et critiques étant entendues, on accordait l'argent demandé ou bien la nécessité d'éliminer la cause du déficit de l'industrie considérée se révélait.

Cette initiative de solidarité fut, peu après, intégrée dans l'institution du salaire familial. A cette fin, un recensement spécial avait été fait, et on avait dressé de minutieuses statistiques.

o o  
o

Les préoccupations de la vie économique n'étaient pas seules à assaillir nos camarades. La culture avait toujours été vive dans leurs aspirations. Après Francisco Ferrer, les syndicats ouvriers anarchistes avaient maintenu en Espagne, de 50 à 100 écoles rationalistes dans lesquelles se donnait un enseignement indépendant de tout dogme, tant politique que religieux et même social. Les camarades de Hospitalet, affrontèrent immédiatement ce problème. Il y avait 8.000 enfants dont 4.000 seulement pouvaient accéder aux écoles. Les autres restaient dans les rues par manque d'école ou par suite de la misère des familles.

La C.N.T. et la F.A.I. ne voulaient pas seulement résoudre ce grave problème. Elles auraient pu le faire, mais elles préférèrent unir leurs efforts à ceux des autres fractions chez lesquelles elles espéraient trouver un écho favorable. Les militants de l'U.G.T. et ceux de la Gauche Catalane, se réunirent donc, et on leur présenta les projets de réforme de l'enseignement qui, du fait de leur objectivité, furent acceptés. Les trois fractions se mirent au travail ensemble.

En six mois de révolution, parmi mille difficultés, le problème de la guerre, et celui de la reconstruction, il était difficile de progresser rapidement. Malgré cela, le miracle s'accomplit. On adapta vite de nombreux édifices et aujourd'hui 6500 enfants assistent aux classes dans des salles plus vastes, plus hygiéniques et lumineuses que celles qui existaient jusqu'alors. Le personnel enseignant a été amélioré, avec l'élimination de tous les vieux maîtres au cerveau racorni, liés à l'esprit de l'enseignement clérical. On suivait librement les tendances pédagogiques modernes. Une fois par semaine, les maîtres se réunissaient pour exposer et discuter les résultats de leurs efforts.

Les enfants étaient l'objet d'autres attentions. Je vis qu'il avait été construit un immense édifice où les parents pouvaient les laisser pour vaquer à leurs occupations. Tous les jeudis, dans tous les cinémas de la ville, on donnait des spectacles pour enfants avec des films choisis et des programmes habilement conçus. Dans les usines, où le travail des femmes était nécessaire, on préparait des crèches. J'ai assisté à l'inauguration de la première. On avait déjà presque entièrement construit une maternité pour les femmes du peuple qui, jusqu'alors, avaient accouché dans des conditions épouvantablement anti-hygiéniques. Un gynécologue compétent dirigeait la construction de cet établissement.

Puisque nous parlons d'hygiène, notons qu'il ne manquait pas de dispositions rigoureuses selon lesquelles tous les travailleurs et leurs familles devaient recevoir dans les cliniques, les dispensaires, des consultations et les soins, auxquels ils avaient droit, par des médecins spécialisés. Toujours sous l'égide de la C.N.T. et la F.A.I. tous purent être dûment assistés.

Mais cela n'était qu'une solution provisoire; on avait construit un hôpital provincial de grandes dimensions.

Parallèlement à cette activité syndicale, il en existait une autre, municipale. L'esprit communal est très marqué dans les conceptions de nos camarades d'Hospitalet. Ils auraient pu s'emparer complètement de la situation. Mais par solidarité et loyauté anti-fasciste, ils ne le voulurent pas. Ils invitèrent l'U.C.T. et le parti de la Gauche Catalane à constituer ensemble le conseil municipal.

On nomme en tout 22 conseillers dont 8 s'acquittaient de charges effectives. Le maire de la ville est un militant anarchiste.

Les deux autres fractions ont eu peur de l'audace révolutionnaire des nôtres et elles se sont retirées ensuite de la mairie. Nos camarades ont toujours attendu qu'ils reviennent, et entre temps, ils ont continué sans faiblesse leur travail.

Ils avaient l'esprit administratif. Ils avaient déjà délimité les fonctions incombant aux syndicats et celles incombant à la commune. La tendance à considérer les intérêts du groupe dans le cadre des intérêts généraux dominait toujours. Et comme il n'existait pas de syndicat isolé, puisque chacun devait faire les comptes pour de nouvelles œuvres avec l'assentiment des autres, les syndicats ne prédominaient pas, même là où les problèmes à résoudre revêtaient un caractère général. C'est la mairie qui était alors compétente. Enseignement, travaux publics, santé, assistance sociale, etc... étaient des organismes reliés à la mairie. Pour la ratification de leur travail, nos camarades faisaient appel à l'opinion publique.

Ils rendaient donc compte du travail fait, en convoquant la population dans de vastes assemblées de quartiers, assemblées qui se déroulaient dans les plus grandes salles existantes. Ils exposaient ce qu'ils avaient fait, et ce qu'ils se proposaient de faire. Et le peuple manifestait son opinion. Par conséquent, il ne se faisait pas de politique de parti, à portes closes. Il ne se prenait pas de décisions à l'insu de la population. Le contact avec elle était toujours maintenu, les normes libertaires étant appliquées de la meilleure façon possible.

(pages 136 à 142).

#### LEVANT /

La Fédération Régionale du Levant, constituée par nos camarades de la C.N.T. qui a servi de base à la constitution de la Fédération parallèle des collectivités agraires, englobait cinq provinces: Castellon de La Plana, Valence, Alicante, Murcie, et Albacète. L'importance de l'agriculture pour les quatre premières -toutes méditerranéennes- parmi les plus riches de l'Espagne, et celle de la population- presque 3.500.000 habitants- donnent un grand relief aux réalisations sociales qui y ont été effectuées. A notre avis, c'est dans le Levant - grâce à ses richesses naturelles et à l'esprit créateur de nos camarades- que l'œuvre des collectivités

agaires a été la plus vaste et la mieux réalisée.

(...) Des cinq provinces, c'est dans celle de Valence que le mouvement a été le plus développé.

Cela s'explique en premier lieu par sa grande importance : 1.650.000 habitants au moment de la révolution. Puis, par ordre décroissant, venait la province de Murcie, avec 622.000 habitants; Alicante avec 470.000; Castellon de la Plana avec 312.000; enfin Albacète qui en comprenait 238.000. Le nombre des collectivités était en proportion de celui des habitants. Mais c'est dans la province de Valence que les socialisations ont pris depuis le début un rythme plus décisif et accéléré.

Ce n'est pas une surprise pour quiconque connaît l'histoire sociale de cette région. Depuis 1870, le mouvement libertaire y a toujours eu, dans les campagnes, des militants obstinés; et tandis que dans la ville de Valence, à certaines époques, il était complètement éteint, dans les campagnes, il n'est jamais mort: les paysans tenaient toujours haut, le flambeau. Et c'est à ces militants souvent petits propriétaires, qu'on fit appel pour le faire renaître, vers 1918, dans la ville conquise par le républicanisme, seul élément- alors- d'opposition à la monarchie.

Pour ces hommes, la révolution n'était pas seulement la lutte sur les barricades; elle a toujours apparu comme prise de possession de la terre et organisation du socialisme libertaire.

(...) Au congrès de la Fédération des Paysans du Levant, 21-23 novembre 1937, on comptait 430 collectivités organisées. Cinq mois plus tard, on en comptait cinq cents. Pour faire apprécier ces chiffres, signalons que les 5 provinces totalisaient, de la plus grande ville au plus petit village, 1.172 municipalités. C'est donc dans 43% des localités de la région agricole la plus riche d'Espagne, où, dans la "huerta" de Valence, la densité de la population est la plus élevée du monde - 450 hab. au Km<sup>2</sup>, que sont apparues, en 20 mois, 500 collectivités agaires.

En général, de telles collectivités n'ont pas le même caractère que celles d'Aragon. Dans cette région, la prédominance plus ou moins exclusive des troupes de la C.N.T. et de la F.A.I. ont empêché longtemps la police, l'administration de l'Etat et les partis politiques s'appuyant sur l'autorité gouvernementale, de faire obstacle à leur développement. Dans le Levant, comme du reste dans toutes les autres régions d'Espagne, les autorités sont restées à leur poste avec les Gardes d'Assaut, les carabiniers et les troupes commandées par des officiers qui n'avaient pas du tout l'esprit révolutionnaire.

Il était donc difficile de collectiviser depuis le début, avec la même rapidité obstinée qu'en Aragon. D'autre part, dans la région du Levant, l'importance des villages qui souvent ressemblent à de petites villes, rendait difficile aussi l'adhésion unanime de la population; les divisions politiques et sociales y étaient plus nettement marquées, les différentes tendances mieux organisées.

Presque toujours, dans le Levant, les collectivités sont nées sur l'initiative des syndicats des paysans du lieu; mais elles ne tardèrent pas à constituer une organisation autonome. On maintint seulement un contact externe avec le syndicat qui constituait la jonction nécessaire entre collectivistes et individualistes. En fait, ces derniers apportèrent leurs produits pour les échanger contre autre chose. Ainsi, en pratique, leur isolationisme se diluait entièrement

dans l'oeuvre médiatrice du syndicat, lequel s'était désormais organisé sur une structure répondant au nouveau but. Dans son sein avaient été créées des commissions -pour le ri, les oranges, l'horticulture, les pommes de terre, etc.- qui s'adressaient à un magasin de récolte et de distribution. La collectivité elle-même avait son magasin et ses commissions. Plus tard, cet inutile dédoublement fut supprimé. Les magasins furent unifiés; les commissions furent composées de collectivistes et d'individualistes inscrits au syndicat. D'autres en créèrent de mixtes; comme par exemple celle pour l'achat des machines, des semences, des engrais, des insecticides, des produits vétérinaires, etc.. Ils utilisèrent les mêmes camions. La solidarité s'étendit. Et l'esprit collectiviste attirait toujours plus les récalcitrants.

L'organisation de base était donc double. Elle embrassait intelligemment tout ce qu'il était possible d'embrasser. Elle permettait même, grâce au syndicat, de continuer à pénétrer dans les couches populaires susceptibles d'être influencées.

Rapidement, cette organisation tendit à unifier et rationaliser tout. Le rationnement et le salaire familial furent établis par cantons, les villages les plus riches aidèrent les plus pauvres à travers les comités cantonaux intermédiaires. Dans chaque centre cantonal, fut constitué un noyau de techniciens composé de comptables, d'un expert en agriculture, d'un vétérinaire, d'un spécialiste de la lutte contre les maladies des plantes, d'un ingénieur, d'un architecte et d'un expert des questions commerciales.

L'organisation permettait de distribuer et d'utiliser également les éléments nécessaires au bon fonctionnement de l'activité.

Chaque collectivité avait un vétérinaire.

La plus grande partie des ingénieurs et des vétérinaires adhéraient au syndicat de la C.N.T. On y comptait aussi un grand nombre de techniciens de l'agriculture. Les spécialistes dans la culture de la vigne et dans la fabrication du vin y étaient tous, sauf six. Les ingénieurs et les vétérinaires employés par les autres entreprises et non par la collectivité, travaillaient aussi pour celle-ci et même de façon désintéressée, s'appliquant à la formation de plans, et à la réalisation de projets. L'esprit créateur de la révolution avait conquis les esprits progressistes.

Les agronomes proposaient les entreprises nécessaires et possibles: planification de l'agriculture, transplantation des cultures que la propriété individuelle ne permettait pas toujours d'adapter aux conditions géologiques et climatiques plus favorables. Le vétérinaire organisait scientifiquement l'élevage. Eventuellement, il consultait l'agronome sur les ressources dont il pouvait disposer. Et avec les commissions paysannes, ce dernier adaptait les cultures dans la mesure du possible.

Mais le vétérinaire consultait aussi l'architecte et l'ingénieur pour la construction des porcheries, étables, écuries, et poulaillers collectifs. Le travail se planifiait spontanément. On planifiait à la base et depuis la base, selon les principes libertaires.

Grâce aux ingénieurs, il avait été construit un grand nombre de canaux et de puits artésiens qui ont permis soit de mieux irriguer les terres, qui l'étaient peu, soit de transformer celles qui étaient sèches. Au moyen de pompes aspirantes on avait procédé à la prise et à la distribution de l'eau. Ce n'était pas une nouveauté technique, mais ce l'était en fait pour beaucoup de villages de cette région. La nature du sol, très poreuse, et la rareté des précipitations et-

mosphériques -400 mm en moyenne- avaient toujours rendu très difficile cette extraction de l'eau qu'il fallait aller chercher à 50, 100 ou 200 mètres de profondeur. Dans la région de Murcie et de Cartagène, furent peut-être faits les plus grands efforts. Aux alentours de Villajoyosa, la construction d'un barrage permit d'irriguer un million d'amandiers qui jusqu'alors avaient souffert de sécheresse.

Les architectes ne s'occupaient pas seulement de constructions pour les animaux. Parcourant la région, ils donnèrent des conseils sur les habitations humaines quant à l'architecture, aux matériaux, aux fondations, à la situation, à l'hygiène, etc.; toutes choses auxquelles s'opposait jusqu'ici et trop souvent les intérêts des uns et l'ignorance des autres. Le voisinage des villages, beaucoup moins disséminés qu'en Aragon, facilitait cette solidarité active. Le travail était même intercommunal. Un noyau se constituait pour combattre les maladies des plantes pour donner le soufre, pour tailler les arbres, pour travailler dans les champs et les vergers de plus de localités. Un autre se consacrait à la réfection ou à la construction des routes. Tout cela facilitait la synchronisation des efforts et leur nécessaire rationalisation sur un plan général.

Les 500 collectivités et sections de la région du Levant étaient subdivisées en 54 fédérations cantonales qui se rassemblaient en 5 fédérations provinciales, lesquelles débouchaient sur le Comité Régional qui embrassait le tout.

Ce Comité nommé par des congrès annuels et responsables devant eux -paysans en chemise et sabots- se composait de 26 sections techniques: culture des fruits en général, agrumes, vignes, oliveraies, horticulture, riz, bétail ovin et caprin, porc et bovin; venaient ensuite les sections industrielles: vinification, fabrication d'alcools, de liqueurs, de conserves, d'huile, de sucre, de fruits, d'essences et parfums ainsi que d'autres produits dérivés; de plus on lança les sections de produits divers, d'importation-exportation, de machineries, transports, engrais; de là, la section de constructions orientant et stimulant la construction locale d'édifices de toute espèce; enfin la section d'hygiène et d'enseignement.

On comprendra mieux maintenant la portée et la méthode de cette organisation. Malheureusement, nous ne pouvons décrire l'oeuvre dans ses particularités. Disons pourtant, parce qu'on peut en mesurer l'importance, que la moitié de la production d'oranges - presque quatre millions de quintaux- était aux mains de la Fédération paysanne du Levant et que 70% de la récolte totale était transportée et vendue par son organisation commerciale - grâce à ses magasins de dépôt, à ses camions, à ses bateaux - et à sa section d'exportations qui au début de 1938 avait établi en France des sections de vente (à Marseille, Perpignan, Bordeaux, Sète, Cherbourg et Paris).

La même chose existait pour le riz - 30.000 hectares dans la seule province de Valence sur 47.000 dans toute l'Espagne - et pour les légumes frais - la "huerte" de Valence et les jardins de Murcie donnaient deux ou trois récoltes par an.

L'organisation permettait encore d'autres réalisations et une méthode de travail sans laquelle ces réalisations n'auraient pu être faites, soit par manque de moyens, soit par insuffisance de rendement que la multiplicité des efforts aurait rendu trop coûteuse en matériel employé et en énergie dépensée.

Quand par exemple les collectivités d'une localité croyaient utile de créer une fabrique de liqueurs, de sucres de fruits, de conserves, etc..., elles communiquaient l'idée à la section correspondante du Comité Central à Valence.

Celui-ci examinait la proposition et, suivant le cas, invitait une délégation des propositants. Si -suivant les matières premières utilisables- il existait déjà assez de fabriques, on répondait négativement en expliquant la raison. Si l'installation convenait, on acceptait la proposition. Mais l'oeuvre n'aurait incombé seulement aux collectivités locales propositantes. Par l'intermédiaire du Comité Régional, toutes les 500 collectivités auraient contribué à l'effort. En général, on cherchait à éliminer tout déséquilibre entre production et distribution.

Jusqu'alors, il s'était perdu une immense quantité de fruits qui pourrissaient sur place, manquant de marchés nationaux et internationaux. Cela arrivait surtout pour les oranges consommées intégralement à l'état naturel et qui, sur le marché anglais, se heurtaient à la concurrence de la Palestine et de l'Afrique du Sud, ce qui obligeait à baisser le prix et à diminuer la production.

La fermeture d'une grande partie des marchés d'Europe, celle du marché intérieur occupé, coupé par les troupes de Franco, et les obstacles opposés à l'oeuvre de socialisation par le gouvernement, aggravèrent le problème. Et cela ne fut pas seulement un mal pour les oranges, mais pour les pommes de terre et les tomates. Une fois de plus l'initiative des collectivités apparut nécessaire.

Celles-ci organisèrent des séchoirs pour pommes de terre, tomates et oranges. On commença ainsi à utiliser ces légumes secs durant toute l'année; des pommes de terre, on tirait la fécule et la farine. Mais l'innovation vaut surtout pour les oranges. On en obtenait: de l'essence extraite des écorces en plus grande quantité qu'avant, du miel d'orange fait avec du sucre préparé le cas échéant, de la pulpe pour la conservation du sang des abattoirs dans le but d'en faire un aliment nouveau pour les volailles, du vin d'orange dont on extrayait de l'alcool pour les cures médicales.

Des fabriques de concentrés plus important furent organisées à Olive et à Burriana. Les fabriques de conserves de légumes, dont les principaux centres étaient à Murcie, Alfasar, Castellon et Paterna, étaient aussi aux mains de la Fédération. Le paysan qui contribue lui-même à l'industrialisation de ses produits nous semble un fait nouveau qui mérite d'être souligné.

Nous avons dit que le siège des Fédérations cantonales était le plus souvent choisi près des voies ferrées ou des routes, ce qui facilitait le transport des marchandises. Les collectivités de chaque canton y envoyaient l'excédent de leurs produits. Ceux-ci étaient comptabilisés, classifiés, emmagasinés et les chiffres correspondant envoyés aux différentes sections du Comité Régional de Valence, de façon que la Fédération savait toujours exactement de quelle réserve elle pouvait disposer pour les échanges, les exportations et les distributions.

L'esprit créateur se montrait aussi dans l'intensification de l'élevage des animaux de basse-cour. Les poulaillers, les clapiers, les parcs, se multipliaient journellement. Des races nouvelles, inconnues du simple paysan, de lapins, et de poules; se répandaient de plus en plus et les collectivités qui avaient fait les premiers pas, aidaient les autres. Enfin, les efforts d'organisation et de justice, économique, n'étaient pas les seuls motifs d'action. Chaque collectivité a créé une ou deux écoles, avec la même promptitude avec laquelle on avait organisé les premiers poulaillers. Le salaire familial et la nouvelle morale permettaient d'envoyer tous les enfants à l'école. Dans la nouvelle juridiction, les collectivités du Levant, comme celles d'Aragon, de Castille, d'Andalousie, d'Estrémadure, avaient donné, dès les premiers temps, le coup de grâce à l'analphabétisme. Et n'oublions pas que dans les campagnes espagnoles se trouvait 70% de gens incultes.

Pour compléter cet effort et dans un but pratique immédiat, il avait été ouvert une école de secrétaires et de comptables, à laquelle plus de 100 élèves furent envoyés par la collectivité. Cela à la fin de 1937.

La dernière création est l'Université de Moncada. Œuvre de la Fédération Régionale du Levant, celle-ci l'a mise à la disposition de la Fédération Nationale des Paysans d'Espagne. On y enseigne l'élevage des bestiaux, des animaux de basse-cour, les soins à donner aux animaux, les méthodes de sélection, les caractéristiques des races, l'agriculture, la sylviculture, etc.. Il y avait 300 élèves envoyés par les collectivités. Il y en aurait eu davantage s'il y avait eu assez de professeurs et d'édifices. Ceux-ci étaient installés entre les orangers, au milieu des champs.

Enfin, signalons que l'esprit de solidarité des collectivités de Valence est aussi grand que celui de celles d'Aragon. Elles ont accueilli un grand nombre de réfugiés, surtout des femmes et enfants, de Castille. Elles ravitaillaient gratuitement Madrid, une partie du front du Centre et le sud du front aragonais. Les collectivités de BENIOPA, OLIVE, JERESA, TABERNAS DE VILLADIGUA, BEINAIRO, et SIMAT - canton de GANDIA - donnèrent dans les six premiers mois de guerre, 187 camions de vivres. Peu après la chute de Malaga, un simple coup de téléphone fit parvenir, toujours gratuitement, sept camions de ravitaillement à Almeria, centre de réfugiés affamés. Multipliez cette proportion par toutes les collectivités du Levant, aussi généreuses que le soleil qui semble les inspirer, et vous aurez un nouvel aspect de leurs œuvres sociales.

(pages 143 à 152).

## CONCLUSIONS ET COMMENTAIRES /

### L'attaque des collectivités:

En juin 1937, le communiste Uribe, ministre de l'agriculture, publia un décret par lequel il légalisait les Collectivités sur tout le territoire espagnol quelles que fussent les circonstances où elles étaient nées.

Qui connaît la campagne rageuse que cet homme avait soulevée contre les réalisations des paysans révolutionnaires trouvera cette volte-face surprenante. Durant des mois, il avait prononcé des discours, retransmis par radio, incitant les paysans à ne pas entrer dans les collectivités, encourageant les petits propriétaires à les combattre. Il avait toujours parlé comme ministre, de façon à ce que les conservateurs et les réactionnaires des campagnes se sentent appuyés par le gouvernement dans leur instinctive résistance ou dans leur sabotage conscient, et les hésitants avaient tendance à choisir l'ancien système plutôt que le nouveau monde en formation.

(...) Dans de telles conditions, la légalisation des collectivités surprendra énormément. Immédiatement, des équipes de jeunes communistes se constituèrent pour aller, en Catalogne et au Levant, aider les paysans pour la récolte. La presse stalinienne remplissait ses colonnes d'informations, de communiqués, de clichés traitant de cette collaboration des "brigades de choc" et de l'agriculture.

Ceux qui connaissent les hommes qui donnent de telles directives ne peuvent se faire d'illusions sur leurs buts. Essayer tout simplement, de pénétrer



dans les organisations agraires pour s'en emparer et les détruire.

Au milieu du mois de juin, l'attaque commençait en Aragon sur une grande échelle et avec des méthodes jusqu'ici inconnues. La moisson approchait. Fusils en mains, les gardes de finance, qui obéissaient à l'inspiration communiste, arrêtèrent sur les grandes routes les camions chargés de vivre et les amenèrent dans leurs quartiers. Un peu plus tard, les mêmes gardiens affluèrent dans les Collectivités et, au nom de l'Etat Major qui avait ses quartiers à Barbastro, exigèrent qu'elles leur donnent leurs grandes quantités de blé.

(...) Ensuite vint l'attaque ouverte. Le commandant Lister en fut chargé. Ses troupes s'étaient retirées de plus de 50 km lors de la bataille de Balchite, au mois d'août de la même année. Il serait trop long d'exposer en détails les épisodes. Le résultat final fut que 30% des collectivités furent complètement détruites. A Alcolea, le Conseil Municipal, qui dirigeait la collectivité, fut arrêté; les hôtes de la Maison des Vieux, dont on a parlé dans ce livre, jetés à la rue. A Mas de las Matos, à Mouzon, à Barbastro, un peu partout, il y eut des arrestations. On saccagea partout. Les magasins des coopératives, les dépôts de blé furent dévalisés; les maibles réduits en morceaux. Le gouverneur de l'Aragon, qui fut mandaté par le Gouvernement central après la dissolution du Conseil de l'Aragon - ce qui paraît être le mot d'ordre pour l'attaque à main armée contre les collectivités - protesta. Il fut envoyé au diable.

Le 22 octobre, au Congrès National des Paysans, la délégation du Comité Régional d'Aragon présente un rapport dont voici le résumé:

"Plus de 600 organisateurs de Collectivités ont été arrêtés. Le gouvernement a nommé des comités de gestion qui s'emparèrent des magasins de vivres et distribuèrent leur contenu au hasard. Les terres, les animaux de trait et les instruments de travail, furent rendus aux familles, ou à des fascistes que la Révolution avait épargnés.

"Les récoltes furent distribuées de la même façon. Les animaux élevés par les collectivités subirent le même sort. Un grand nombre de porcheries collectives, d'étables, de laiteries, ont été détruites. Dans certaines communes, comme Bordou et Calaceite, on prit même les semences et les paysans en manquent maintenant pour travailler les terres".

(pages 303-306)

#### L'intelligence populaire:

Je signale un fait curieux: le fiasco du sommet: des têtes dirigeantes des "hommes-guides". Je ne parle pas seulement des politiciens, des chefs socialistes, et communistes. Je parle aussi des militants anarchistes notoires, de ceux qui sont nommés en langage courant, des leaders.

L'anarchisme espagnol en avait. Le plus capable, Vincenzo Oxbon Fernandez, mourut peu avant le 19 juillet. Il avait amplifié et approfondi ses problèmes politiques et économiques, et était un sociologue, au sens vrai du terme. D'autres étaient des hommes cultivés, d'excellents agitateurs, des orateurs parfois remarquables, de bons journalistes et écrivains. Fédérica Montseny était une des femmes les plus intelligentes qui aient pris part à l'activité intellectuelle du pays.

Mais ces militants n'ont joué aucun rôle dans l'oeuvre que j'ai décrite dans ce livre. Depuis le début, ils furent absorbés par des charges officielles

qu'ils acceptèrent malgré leur traditionnelle répugnance pour les fonctions gouvernantes. L'unité antifasciste leur suggérait cette attitude. Il fallait faire taire les principes, faire des concessions transitoires. Cela les empêchait de continuer leur rôle de guides. Ils restaient en marge de cette grande entreprise reconstructive, dans laquelle le prolétariat trouvera pour l'avenir des enseignements précieux.

Certes, il leur aurait été possible d'apporter quelquefois des conseils utiles, d'exposer des normes générales d'action et de coordination. Ils ne le firent pas. La raison? C'est qu'ils furent surtout des démolisseurs. La lutte contre l'Etat et la société capitaliste les avait imprégnés d'esprit tactique politique, auquel ils subordonnaient toute leur culture et leur prestige personnel. Aucun militant - sauf Noja Ruiz et, dans les derniers temps, Santillan, n'était compétent pour résoudre les problèmes économiques de la Révolution. Il ne s'improvisait pas une mentalité constructive, capable de discerner les contradictions d'une réalité morcelée et de les harmoniser dans une vision d'ensemble.

Cependant, tout homme intelligent qui eut conservé son agilité mentale aurait pu aider l'oeuvre commune. Mais il n'en fut rien. Même certains intellectuels qui restaient en marge des charges officielles demeurèrent étrangers à l'oeuvre de transformation radicale de la société.

Comment fut donc possible, malgré tout, la réussite? J'ai réfléchi deux mois, pour trouver une réponse claire, satisfaisante. Je sais maintenant que la raison de cet heureux résultat est vraiment l'intelligence positive du peuple. Elle a été notre force secrète.

Durant des dizaines d'années, les journaux, revues, opuscules anarchistes avaient modelé des militants individuellement, actifs et capables d'initiative. Ils ne s'étaient pas habitués à attendre d'en haut les directives d'action. Ils avaient toujours pensé et agi par eux-mêmes, parfois bien, parfois mal. Lisant le journal, la revue, l'opuscule, le livre, chacun formait et complétait sa personnalité. Il ne s'était jamais offert à eux un dogme ou une ligne d'action uniforme et sûre. La problématique des faits réels et la critique des systèmes économiques et politiques avaient toujours induit à la réflexion dans laquelle murissaient peu à peu des idées claires de révolution.

Depuis déjà longtemps les problèmes de la reconstruction sociale étaient à l'ordre du jour. Une partie des militants les plus renommés dédaignaient les études publiées par Isaac PUENTE, BESNARD, SANTILLAN, OROBON FERNANDEZ, NOJA RUIZ, LEVAL. Mais beaucoup d'ouvriers plus sensés et peut-être au fond plus intelligents les lisaient avidement. Des 70.000 lecteurs de la revue libertaire "Etudes", une bonne partie suivait les travaux qui se publiaient sur ces thèmes. On débattait dans de minutieuses analyses, des problèmes qu'une révolution ouvre toujours dans le domaine alimentaire, combustible ou agricole.

C'est aussi l'oeuvre de beaucoup de sections syndicales. Et quand en mai 36, au congrès de Saragosse, un des militants les plus renommés qui avait toujours témoigné d'une olympienne indifférence envers ces questions - il fut plus tard aussi bon ministre que mauvais organisateur (1), fit sur le communisme libertaire un exposé où se révélait l'inconsistance de sa pensée, les ouvriers et les paysans venus de toutes les provinces manifestèrent leur réserve, parce qu'ils comprenaient bien que la vie sociale devait se concevoir et s'organiser de façon plus méthodique.

(1) Garcia Oliver (note du traducteur).

De toutes ces activités, de la lutte permanente qui exigeait des hommes pleins de volonté d'action, naquit cette capacité du peuple qui a permis de réaliser l'oeuvre merveilleuse des Collectivités agraires et des organisations industrielles.

Capacité du peuple, donc. C'est-à-dire intelligence, plus volonté, voilà le secret.

Les plus humbles journaliers ne doivent pas être oubliés. J'en ai connu beaucoup parmi les membres des comités syndicaux qui avaient, très souvent, une conception assez juste des contingences d'une révolution et de l'organisation économique. Ils parlaient avec compétence des matières premières, des achats à l'extérieur, des nécessités de perfectionnement ou d'élimination de telle ou telle branche d'industrie, de la défense armée et de bien d'autres choses.

La prompte réaction contre les Comités de Contrôle qui, dans les grandes villes, menaçaient de se transformer en une nouvelle bureaucratie parasitaire; la décision rapide de se défendre contre les attaques des 18 et 19 juillet la sortie de chefs militaires improvisés qui ont sous leurs ordres des militaires de profession (les Durruti, les Ortíz, les Mara, les Ascaso) sont des faits qui, tous, confirment mon jugement.

Quand je fis ma première visite, qui n'était pas celle d'un touriste, au front d'Aragon, mon attention fut attirée par la physionomie de nombreux jeunes qui se trouvaient dans les tranchées. Regards clairs, heureux, fermes, fronts lumineux où brillait la pensée. Je revins à Barcelone en voiture, voyageant avec un camarade, le conseiller économique de la région, qui allait à Valence faire auprès du gouvernement central, une tentative désespérée pour sauver sa compagne, détenue par les fascistes à Saragosse.

C'était un homme simple dans son aspect extérieur et dans son comportement moral - mais d'une trame remarquable. Quoique tourmenté par le sort de sa compagne, il me donna de continuelles explications sur les nouvelles terres qu'il fallait cultiver, sur les mines de fer, de charbon, de manganèse qu'on pourrait ouvrir, sur les canaux qu'on devait construire, sur les échanges avec la Catalogne et les relations entre les paysans collectivistes et ceux qui étaient restés individualistes.

Nous avons parlé aussi d'électrification. Il m'exposa un plan de réseau unique, alimenté par toutes les forces hydrauliques et distribué à égalité dans toutes les régions socialisées pour éviter les concentrations industrielles et les spécialisations agraires excessives et souvent injustes. Je fus surpris de sa connaissance sérieuse et profonde de l'économie espagnole. Je voulus savoir quelque chose de lui. C'était un ouvrier vitrier qui avait seulement 32 ans. Beaucoup de ministres de l'économie et de l'agriculture de la République, de la monarchie, en savaient moins que lui...

(...) La révolution s'est déroulée dans des circonstances extrêmement compliquées. On a dû se battre contre les attaques de l'extérieur et de l'intérieur. Appliquer les principes anarchistes demandaient des efforts centuplés. Malgré cela, ils ont été appliqués dans de nombreux endroits. Les organisateurs ont su s'adapter à tout. Leur technique est parvenue presque toujours au but. Pour chaque problème il a été trouvé une solution. Je le répète: cela fut possible parce que nous avons avec nous l'intelligence populaire, l'intelligence de base. C'est elle qui travaille, oriente, et crée. C'est elle qui trouve la voie et qui répond aux mille nécessités de la vie et de la révolution. Son activité, multiple et multiforme, a été merveilleuse.

Elle a organisé les milices et vaincu le fascisme dans la première étape de la guerre. Elle a travaillé sans attendre, à la fabrication de chars d'assaut, de fusils et d'obus.

L'initiative est venue du peuple, surtout du peuple influencé par les anarchistes.

Prenons les collectivités d'Aragon. On y trouve parmi ses organisateurs, seulement deux avocats, à Alcorisa. Ce n'étaient pas des intellectuels au sens exact du mot. Mais ce qu'ils firent avec les autres camarades paysans et ouvriers fut bien fait, sans être meilleur que ce qui fut fait à Esplugas, à Bináfar, à Calanda, et dans d'autres collectivités.

Ce qui surprenait, en parlant avec ces paysans, c'était de constater qu'ils étaient en grande partie analphabètes. Mais ils avaient la foi, le sens commun et pratique, l'esprit de sacrifice, la volonté de construire un monde nouveau. Je n'ai pas la moindre intention de faire une démagogique apologie de l'ignorance. Ce qu'il y avait dans ces hommes était une mentalité, un cœur, un esprit, que ne donne pas l'instruction; que même l'éducation officielle souvent étouffe. La culture spirituelle n'est pas toujours livresque; moins encore académique. Elle peut naître des choses, et en tel cas, elle est plus dynamique. Indubitablement, les grandes intelligences s'attachent à ces créations, les coordonnent, indiquant les directives générales de la reconstruction sociale, mettant en garde telle région d'activité industrielle contre telle ou telle erreur, complétant une activité par une autre, harmonisant l'ensemble, stimulant ici, corrigeant là, aidant beaucoup. En Espagne, elles nous ont manqué, malheureusement. Ce n'était pas par le travail de nos intellectuels, plus littéraires que sociologues, plus agitateurs qu'orientateurs que l'ennemi aurait pu s'illuminer. Et les paysans, libertaires ou non, d'Aragon, du Levant, de Castille, Estrémadure, d'Andalousie, les travailleurs de Catalogne, qui avaient compris cela, se mirent à la tâche seuls.

Les auteurs de l'organisation syndicale de la santé en Catalogne n'étaient pas non plus des intellectuels. Un médecin basque, à la volonté de fer, et quelques camarades infirmiers ont fait presque tout. Dans d'autres régions, des professionnels de talent ont animé ce mouvement et l'ont aidé. Mais encore une fois, l'initiative venait de la base.

Toute l'industrie de ALCOY, si bien organisée, était gérée par des ouvriers. De même celles d'ELDA et de CASTELLON. Presque toujours, on chercherait en vain, à côté des discours politiques ou d'agitation, plus ou moins brillants, prononcés par des intellectuels, une orientation pratique, une conception concrète. Le militant de base a tout fait, à CARCAGENTE, à ELDA, à GRANOLLERS, à BINEFER, à JATIVA, dans le transport terrestre, dans le transport maritime, dans les collectivités de la Castille, ou dans la semi-socialisation de RIPOLLSet de PUIGIERDA.

Quant aux gouvernants, ils ont été aussi incapables dans l'organisation de l'économie que dans celle de la guerre.

(pages 306 - 313 ).

#### Principes et enseignements de la Révolution espagnole:

Tout ce qui par témoignage direct ou indirect a été exposé dans ce livre, aide à la compréhension des enseignements suivants que j'ai formulés en synthèse comme sujet de méditation:

1) Le principe juridique des Collectivités était entièrement "nouveau" Ce n'était ni le syndicat, ni la mairie au sens traditionnel du mot et non plus la commune du Moyen-Age. Toutefois, elles étaient plus proches de l'esprit communal que de l'esprit syndical. Les Collectivités auraient pu souvent s'appeler Communautés, comme c'est le cas pour celle de Binefar et constituaient vraiment un tout dans lequel les groupes professionnels et corporatifs, les services publics, les échanges les fonctions municipales, restaient subordonnés, dépendant de l'ensemble, tout en jouissant de l'autonomie dans leur structure, dans leur fonctionnement interne, dans l'application de leurs buts particuliers.

2) Malgré leur dénomination, les Collectivités étaient pratiquement des organisations libertaires communistes, qui appliquaient la règle: " de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins ", soit par la quantité de ressources matérielles assurées à chacun là où l'argent était aboli, soit au moyen du salaire familial là où l'argent a été maintenu. La méthode technique différait, mais le principe moral et les résultats pratiques étaient les mêmes.

Cette pratique était en effet sans exceptions dans les Collectivités agraires; peu fréquente au contraire dans les collectivisations et socialisations industrielles, la vie de la ville étant plus complexe et moins profond le sentiment de la sociabilité.

3) La solidarité portée au degré extrême était la règle générale des Collectivités agraires. Non seulement le droit de tous à la vie était assuré, mais dans les fédérations mères s'établissait toujours plus le principe de l'appui mutuel avec le fonds commun dont jouissaient les pays moins favorisés par la nature. A Castellon, on établit dans ce but, la Caisse de Compensation. Dans le domaine industriel cette pratique semble avoir commencé à Hospitalet, dans les chemins de fer catalans et plus tard elle fut appliquée à Alcoy. Elle aurait été plus générale si l'arbitrage avec les autres partis n'avait pas empêché de socialiser ouvertement dès les premiers jours.

4) Une conquête d'énorme importance a été: le droit de la femme à la vie, quelques fussent ses fonctions sociales. Dans la moitié des Collectivités agraires le salaire qui lui était attribué était inférieur à celui de l'homme, dans l'autre moitié équivalent; la différence s'expliquait en tenant compte que la femme célibataire vit rarement seule.

5) De même les enfants ont vu leur droit reconnu spontanément: non comme une aumône accordée par l'Etat, mais bien comme l'exercice d'un droit que nul ne pensait à nier. En même temps, les écoles leur ont été ouvertes jusqu'à 14 ou 15 ans; seule façon d'éviter que les parents ne les envoient travailler avant l'âge, et pour rendre l'instruction réellement générale.

6) Dans toutes les Collectivités agraires d'Aragon, de Catalogne, du Levant, de Castille, d'Andalousie et d'Estrémadure, il y a eu pour règle spontanée de constituer des groupes de travailleurs presque toujours fixés dans des zones précises et qui se partageaient les cultures ou les terres. Egalement spontanée a été la réunion des délégués élus par ces groupes avec le délégué local de l'agriculture dans le but d'orienter le travail général.

7) En plus de ces réunions et d'autres analogues, des groupes spécialisés, avaient lieu des réunions de la Collectivité entière sous forme spontanée également - assemblées hebdomadaires ou bi-mensuelles ou mensuelles. On s'y prononçait sur l'activité des conseillers nommés par elles - sur les cas spéciaux et les difficultés imprévues. Tous les habitants, hommes et femmes, et qu'ils fussent

ou non producteurs de biens de consommation, intervenaient et déterminaient les accords pris. Souvent même les "individualistes" pouvaient se prononcer et voter.

8) Dans la collectivisation de la terre, les modifications les plus importantes ont été: l'augmentation rapide du machinisme et de l'irrigation, l'extension de la polyculture, la plantation d'arbres de toutes espèces. Dans l'élevage des bestiaux: la sélection et la multiplication des espèces, leur adaptation aux conditions du milieu, du climat, de l'alimentation, etc...et la construction sur une vaste échelle, d'étables, de porcheries et de bergeries collectives.

9) On étendait continuellement l'harmonie dans la production et la coordination des échanges, de même que l'unité dans le système de répartition. L'unification communale se complétait avec l'unification régionale, d'où la Fédération Nationale était éeue.

A la base, la "Commune" organisait l'échange. Exceptionnellement la commune isolée la pratiquait, mais sur autorisation de la Fédération qui prenait note des échanges et pouvait les interrompre s'ils causaient un préjudice à l'économie générale. Cela arriva pour une collectivité isolée de Castille mais qui ne vendait pas le blé pour son compte mais envoyait le client à l'office du blé à Madrid.

En Aragon, la Fédération des Collectivités, fondée en janvier 37, et dont la résidence centrale se trouvait à Caspe, commença à coordonner les échanges entre toutes les communes de la région, ainsi qu'appliquer l'appui mutuel.

La tendance à l'unité s'était faite plus claire avec l'adoption d'une carte de "producteur" unique, et d'une carte de "consommateur" également unique, qui impliquait la suppression de toutes les monnaies, locales ou non, suivant la résolution prise au Congrès constitutif de février 37.

La coordination des échanges avec les autres régions et de la vente à l'extérieur s'améliorait toujours davantage. Dans le cas de bénéfices dus aux différences de change, ou à l'obtention de prix supérieurs aux prix de base déjà excédentaires, la Fédération Régionale les employait pour aider les Collectivités les plus pauvres. La solidarité dépassait le circuit communal.

10) La concentration industrielle tendait à se généraliser dans toutes les communes, dans toutes les villes. Les petites usines, les ateliers anti-économiques disparaurent. Le travail se rationalisa avec un objectif et une forme hautement sociale aussi bien dans les industries d'Alcoy que dans celles d'Hospitalet, dans les transports urbains de Barcelone que dans les collectivités d'Aragon.

11) La socialisation commençait souvent avec la répartition (à Segorbe, Granollers, différents villages d'Aragon). Dans certains cas, nos camarades arrachèrent à la municipalité des réformes immédiates (municipalisation des loyers, de la médecine à Elda, Benicarlo, Castellon, Alcagniz, Caspe, etc...)

12) L'enseignement progressa avec une rapidité jusqu'alors inconnue. L'immense majorité des collectivités et des municipalités plus ou moins socialisées a construit une ou plusieurs écoles. Chacune des Collectivités de la Fédération du Levant avait son école au début de 1938.

13) Le nombre des collectivisations augmentait continuellement. Le mouvement, né avec plus d'élan en Aragon, avait gagné dans les campagnes une partie de la Catalogne, prenant un élan extraordinaire, surtout dans le Levant, et ensuite

dans la Castille, dont les réalisations ont été, selon des témoins responsables, peut-être supérieures à celles du Levant et de l'Aragon. L'Extremadure et la partie de l'Andalousie que les fascistes tardèrent à conquérir -spécialement la province de Jaen- ont eues aussi leurs Collectivités. Chaque région ayant les caractéristiques propres à son agriculture et à son organisation locale.

14) Dans mes enquêtes, j'ai rencontré seulement deux succès: celui de Baltana, et celui d'Ainsa, au nord de l'Aragon. Le développement du mouvement et les adhésions qu'il recevait peut s'exprimer par ces faits: en février 37 la région d'Angues avait 36 collectivités (chiffre communiqué au Congrès de Caspe). Elle en avait 57 en juin de la même année. Nous manquons de chiffres exacts sur le nombre de Collectivités créées dans toute l'Espagne. Me basant sur les statistiques incomplètes du Congrès de février en Aragon, et sur les notes recueillies durant mon séjour prolongé dans cette région, je peux affirmer qu'il y en avait au moins 400. Celles du Levant étaient de 500 en 1938. Nous devons y ajouter celles des autres régions.

15) Les collectivités se sont complétées en certains lieux avec d'autres formes de socialisation. Le commerce se socialise après mon passage à Carcagente. Alcoy vit surgir une coopérative de consommation qui complétait l'organisation syndicale de la production. D'autres collectivités s'agrandirent: Tomarite, Alcolea, Rubiebas de Mora, Calanda, Pina, etc...

16) Les collectivités n'ont pas été l'oeuvre exclusive du mouvement libertaire. Bien qu'elles appliquèrent des principes juridiques nettement anarchistes elles étaient souvent la création spontanée de personnes éloignées de ce mouvement ("libertaire" sans le savoir). La plus grande partie des Collectivités de Castille et d'Extremadure ont été l'oeuvre de paysans catholiques et socialistes, inspirés ou non par la propagande de militants anarchistes, isolés.

Malgré l'opposition officielle de leur organisation, beaucoup de membres de l'UGT sont entrés dans les Collectivités ou les ont organisées; et aussi des républicains sincèrement désireux de réaliser la liberté et la justice.

17) Les petits propriétaires étaient respectés. Les cartes de consommateurs faites aussi pour eux, le compte courant qui leur était ouvert, les résolutions prises à leur égard l'attestent. On les empêchait seulement d'avoir plus de terres qu'ils n'en pouvaient cultiver, et d'exercer le commerce individuel. L'adhésion aux Collectivités était volontaire; les "individualistes" y adhéraient seulement quand ils étaient persuadés des résultats meilleurs du travail en commun.

18) Les principaux obstacles aux Collectivités furent:

a) la coexistence de couches conservatrices, des partis et des organisations qui les représentaient: républicains de toutes tendances, socialistes de droite et de gauche (Largo, Caballero et Prieto), communistes staliniens, souvent poumistes (avant d'être expulsé par le Gouvernement de la Généralité, le Poup ne fut pas réellement un parti révolutionnaire. Il le devint quand il se trouva contraint à l'opposition. En juin 37 encore, un manifeste distribué par la section aragonaise du Poup attaquait les Collectivités). L'UGT (Union Générale des Travailleurs) constituait l'instrument principal utilisé par ces différents politiciens.

b) l'opposition de certains petits propriétaires (paysans, catalans et pyrénéens).

c) La crainte, manifestée même par quelques membres des Collectivités que, la guerre terminée, le gouvernement ne détruise ces organisations. Cette peur fit hésiter même beaucoup de ceux qui n'étaient pas réellement réactionnaires et des petits propriétaires qui, sans cela, se seraient décidés à adhérer

aux Collectivités.

d) la lutte active contre les Collectivités, qui n'était pas l'action évidemment destructrice des troupes de Franco là où elles arrivaient. Cette lutte contre les Collectivités a été conduite à main armée en Castille par les troupes communistes. Dans la région de Valence, il y eut même de vrais combats dans lesquels intervinrent les chars d'assaut. Dans la province de Huesca, la brigade Karl Marx a persécuté les Collectivités. La brigade Maria Companys a fait de même dans la province de Ter cel (mais les deux ont fuit toujours le combat contre les fascistes. La première a été toujours inactive, pendant que nos troupes luttaient pour prendre Huesca ou d'autres positions importantes. Les troupes marxistes se réservaient pour l'arrière-garde. La 2ème abandonne sans lutte Vinel del Rio et d'autres communes de la région carbonifère de Utriglios. Les soldats qui s'enfuirent en chemise devant une petite attaque que d'autres forces continrent sans difficultés, furent ensuite des combattants intrépides contre les paysans désarmés des Collectivités).

19) Dans l'oeuvre de création, de transformation et de socialisation qui a été réalisée, le paysan a montré une conscience sociale très supérieure à celle de l'ouvrier des villes.

(pages 313- 320).

Gaston LEVAL (traduit de l'italien)

oooooooooooooooooooo

LECONS DE LA GUERRE D' ESPAGNE .

VERNON RICHARDS.

(1ère édition en anglais, Freedom Press 1953.  
Traduction en Italien, R.L.Genova 1957- 208 p. Cette édition est revue par l'auteur.  
Il existe une traduction en espagnol non publiée faute d'éditeur.)  
Nous suivons l'édition italienne, dont nous prenons les deux chapitres qui suivent:

- LES COLLECTIVITES AGRICOLES
- LES INDUSTRIES COLLECTIVISEES

Nous ajoutons que nous avons une traduction presque complète.



LES COLLECTIVITES AGRICOLES / (traduction entière de la p. 86 à 94)

L'étude critique des conquêtes des travailleurs révolutionnaires dans le secteur social et économique est une entreprise bien plus profitable que celle de suivre les développements politiques et les intrigues entre les chefs politiques et entre les partis et les organisations. Elle est plus profitable, parce que nous nous trouvons face à face avec l'effort d'un peuple pour transformer ce qui aurait pu facilement devenir une simple lutte politique dans une révolution sociale, dans le renversement de toute la structure économique et sociale d'un pays qui avait été si longtemps dominé par les riches propriétaires et les industriels, par l'Eglise et le capital étranger. Elle est plus intéressante que toute autre expérience sociale du même genre ( y compris la russe ) (1) parce que ce fut un mouvement du peuple, spontané et improvisé (2) dans lequel les politiciens n'eurent aucune part, sauf celle de chercher aussitôt à la détruire, la contrôler ou le contenir, puisqu'un tel mouvement menaçait tout le mécanisme de l'Etat, du gouvernement, du capitalisme et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Elle a été généralement ignorée des sociologues; elle a été grossièrement déformée par les communistes dans leur propagande et -pour des raisons évidentes- minimisée par les politiciens espagnols. Mais il est particulièrement regrettable que jusqu'à présent aucune tentative sérieuse n'ait été faite par les mouvements espagnols anarcho-syndicalistes et anarchistes, pour réunir la vaste masse de matériaux qui existe sur le sujet des collectivités agricoles et industrielles espagnoles et pour tirer de ces expériences les leçons qui demain seront de la plus grande importance, non seulement en Espagne, mais pour les mouvements révolutionnaires du monde entier.

Le matériel recueilli disponible actuellement en langue espagnole est compris, à notre connaissance, en trois volumes. Il existe deux brochures publiées à Barcelone en 1937 qui donnent des reportages directs sur les collectivités visitées par les auteurs, et il y a les cent dernières pages du premier volume de l'histoire de la C.N.T. dans la "Révolution Espagnole" de J. Peirats qui con-

(1) "Le prolétariat a manifesté des qualités combattives de premier ordre. Par son poids spécifique dans l'économie du pays, par son niveau politique et culturel, il se trouvait dès le premier jour de la révolution, pas au-dessous, mais au-dessus du prolétariat russe du commencement de 1917".

(Trotsky, cité par Broué Témime, "La Révolution et Guerre d'Espagne", page 131 ). (N. d. trad.)

(2) c'est-à-dire échappent à un dirigisme strict. En aucun cas, il ne s'agit d'un spontanéisme obéissant uniquement à une structure économique : " Avant tout, en admettant que les collectivités agricoles aient vraiment surgi spontanément, il n'est pas raisonnablement possible de comparer la vie d'un simple village ... avec celle d'une ville... De plus, la connaissance la plus minime des faits révélerait que les organisateurs des collectivités agricoles étaient en majorité sinon exclusivement, des camarades qui avaient milité dans la C.N.T., où ils avaient acquis l'habitude de l'organisation, des fonctions de responsabilité et, ce qui est beaucoup plus difficile que ne peuvent le supposer ceux qui n'ont rien fait ou rien observé dans ce sens, à traiter avec les hommes".

(Gaston Leval, L'attività Sindacale nella Trasformazione Sociale-Milano 1948, p. 48 - N. d. trad.)

tiennent des descriptions des statuts et du fonctionnement d'un certain nombre d'entreprises collectives (1). Mais tout en faisant remarquer que l'étude du sujet demanderait un volume entier, Peirats ne fait aucun effort pour décrire les différentes expériences ou nous donner un tableau général de leur entité, ou au moins d'établir les différences entre les divers systèmes de collectivisation adaptés par les différentes régions et industries. La seule étude des collectivités espagnoles qui fait un effort dans ce sens est celle de Gaston Leval, publiée récemment dans une traduction italienne (2). L'auteur a vécu de nombreuses années en Espagne et s'est toujours particulièrement intéressé aux problèmes touchant la réorganisation de l'économie de ce pays sous le contrôle des travailleurs. Pendant la Révolution, il fut en mesure d'étudier directement un grand nombre de collectivités en Catalogne, au Levant, en Aragon et en Castille. Cela lui a permis d'en tirer de précieuses conclusions parce qu'elles donnent la vision de ces problèmes pratiques que doit affronter tout socialiste ou anarchiste qui espère réorganiser notre système économique selon des critères plus justes.

Par conséquent, ce que Peirats n'a pas essayé de faire en cent pages et que Gaston Leval n'a fait que partiellement en plus de trois cents pages, nous ne pouvons espérer le faire, nous, dans un bref chapitre ! Tout ce que nous pouvons faire, donc, est de chercher à donner au lecteur une idée de ce qu'a représenté le mouvement collectiviste espagnol, de sa portée et de son importance, et d'en traiter quelques problèmes. Et enfin, nous devons donner une idée de l'opposition qu'il a rencontré de la part des éléments politiques et décrire les méthodes utilisées par le gouvernement espagnol et le Parti Communiste pour détruire ces conquêtes mises en pratique par le peuple. Ainsi faisant, nous l'espérons, nous attirerons l'attention sur les grandes potentialités créatives des gens, des paysans, et des ouvriers espagnols (potentialité qui, selon nous, se retrouvera chez les travailleurs du monde entier une fois qu'ils seront en condition d'organiser leur vie) et en même temps, nous soulignerons encore une fois l'amère vérité révélée par les développements politiques: il n'y a pas de terrain d'entente entre les masses travailleuses révolutionnaires et les partis politiques qui aspirent au gouvernement et au pouvoir.

Comme le font remarquer tous les écrivains, le principal problème économique de l'Espagne est celui de la terre. Des 25 millions d'espagnols, 65% vivent dans les zones rurales, tandis que 70% de l'industrie est concentrée dans la petite surface de la Catalogne. La solution des problèmes de l'Espagne n'est pas de la transformer en pays industriel car, toute autre considération mise à part, elle manque de matières premières pour une industrie à grande échelle. L'obstacle majeur est constitué par le fait que le gros des terres a toujours appartenu à un petit nombre de propriétaires, qui n'avaient aucun intérêt à améliorer leurs domaines, et parfois, pas même à les cultiver. 65% de la terre étaient dans les mains de 2.2% des propriétaires, 19.69 possédait 21%, 76.54% possédait 13.16%. Parmi ces derniers, la moitié possédait un tiers d'hectare au moins par tête, ce qui dans de nombreuses zones d'Espagne est insuffisant pour nourrir un paysan et sa famille. Seulement, dans les trois provinces d'Estramadoure, d'Andalousie et de

(1) A. Souchon et Eolgare. Entre los campesinos de Aragon - Colectivizaciones. La Obra constructiva de la Revolucion Española, ediciones CNT-FAI; J. Peirats, la CNT en la Revolucion Española Vol. I, p. 247-389 - N.d. trad. nous ajoutons que le deuxième ouvrage existe en français et se trouve au Musée Social ( 32 109 V 12 ) et à la Bibliothèque Ste Geneviève ( M 8° SUP 1953 ), à Paris; le livre de Peirats est en cours de traduction.

(2) Leval "Né Franco, Né Stalin, le collettività anarchiche spagnole nella lotta contro Franco e la reazione staliniana - Milano 1952.

la Manche, 700 propriétaires, la plus grande partie absentéistes possèdent plus de 5 millions d'hectares. Mais le problème de la terre ne se résume pas simplement en la divisant entre les paysans qui en sont privés. Le sol est pauvre et il y a de vastes zones où les pluies sont très rares, c'est seulement par l'irrigation, l'utilisation intensive des engrais et des machines modernes que les paysans pourraient se nourrir et avoir une marge pour satisfaire d'autres besoins. Puisqu'ils n'ont pas les moyens d'effectuer de telles améliorations, la distribution pro-capita de la terre entre les seuls paysans est vouée à l'échec. Comme le note Gérald Brenan dans "Le labyrinthe espagnol", (dans le chapitre sur le problème agraire auquel nous renvoyons le lecteur qui s'intéresse à ce sujet):

" la seule solution raisonnable pour bien des terres, est une solution collective... Dans beaucoup d'endroits, les paysans eux-mêmes y sont hostiles et cependant, grâce aux idées anarchistes, c'est la solution que les Andalous en sont venus à préférer; un gouvernement avisé pourrait tirer parti de cette situation.

Les avantages de la possession en commun sont en effet très grands. Dans les conditions présentes, on a des ouvriers agricoles qui meurent de faim, sur des domaines où de grandes étendues de terres à blé sont en friche, parce que leur exploitation n'est pas rentable "

(citation prise dans la traduction française du Labyrinthe Espagnol, p.93-94 ).

L'invasion d'une grande partie de l'Andalousie par les forces de Franco au début de la guerre, empêcha que des expériences collectives fussent tentées dans ces zones, mais il y en eut dans d'autres régions d'Espagne où les latifundios (grande propriété foncière) furent occupés par les paysans et gérés collectivement, et dans lesquels durant la période où il fut possible de continuer l'expérience, il fut démontré que ces méthodes donnent des résultats stupéfiants. Il semble que la collectivisation agricole la plus étendue se trouva dans la partie de l'Aragon qui n'était pas sous l'autorité de Franco, où plus de 400 collectivités se formèrent groupant un demi million de personnes. Mais dans le Levant également il y avait en 1938 plus de 500 collectivités. Et en Castille, place forte socialiste en 1936, la Fédération Régionale des Paysans, affiliée à la CNT, avait en 1937 près de 100.000 membres et 230 collectifs. Gaston Leval a calculé que près de trois millions de paysans, hommes, femmes et enfants, réussissent à mettre en pratique " ce système de vie avec des résultats immédiats, sans la diminution de production qui suit généralement ce changement de régime ". (suit une longue citation de Leval qui se trouve dans le chapitre " Levant " de Leval.)

Les dirigeants de l'UGT (syndicat dominé par les socialistes) s'opposèrent à la collectivisation, défendant en échange la nationalisation des moyens de production. Mais l'important est la vaste influence qu'eurent les expériences de la collectivisation sur les paysans de l'UGT; on trouve des témoignages sur de nombreuses collectivités organisées en collaboration entre la CNT et l'UGT. En Castille observe Leval, le mouvement collectiviste de la CNT reçut un appui considérable de la Fédération des Travailleurs de la terre (UGT):

" Au fond, les travailleurs adhérents à l'UGT avaient souvent une aspiration identique à ceux de la CNT. Ils voulaient l'expropriation des latifundistes, l'affirmation de la justice sociale. Pratiquement, il y eut en de nombreux endroits, une entente officielle entre les deux organisations de paysans dont les collectivités bénéficièrent toujours ". (Leval, ouvrage cité p. 291)

Il est en outre intéressant de relever l'aide donnée par une région à une autre dans l'organisation des collectifs agricoles. Le succès de la collectivisation en Castille ne fut pas dû aux seuls efforts des militants libertaires et des socialistes locaux; en juillet 1937 pas moins de 1000 membres des collectifs du Levant étaient venus vivre en Castille dans le but d'aider et de conseiller les camarades avec leur expérience acquise dans leurs essais de collectivisation. Et qu'ils furent pleins de raison, ces paysans qui appliquèrent à tous les délégués la règle: "dans un collectif bien organisé, personne ne doit cesser d'être un paysan" -en d'autres termes- les délégués durent continuer à travailler dans les champs avec les autres.

Les collectivités agricoles n'étaient pas des cadres rigides, des modèles fidèles copiés sur un quelconque plan longuement soigné. En premier lieu elles furent la manifestation spontanée de gens simples, usés par une indescriptible pauvreté mais qui conservaient un esprit de révolte et un sens de la justice très utile quand les temps furent mûrs pour eux d'assumer des initiatives. Un des secrets du succès de la révolution sociale dans le secteur agricole, fut le désir des paysans en général, de travailler coopérativement plutôt que posséder et travailler un lopin de terre individuellement. "On doit reconnaître, - écrit Gerald Brenan dans le Labyrinthe Espagnol, - que les classes travailleuses espagnoles démontrèrent des capacités spontanées pour la coopération qui dépassèrent tout ce qu'on peut trouver aujourd'hui dans les autres pays européens ". Ils montrèrent aussi une volonté d'apprendre et d'appliquer les nouvelles méthodes de culture de la terre. On n'avait plus peur que la mécanisation amène le chômage. Et on pourrait citer de nombreux cas pour montrer comment au bout d'un temps et avec l'expérience acquise dans les premières expériences de travail en commun, les collectivités s'adaptèrent de façon à assurer une production plus efficace et une réalisation plus effective de leurs idées fondamentales de justice sociale et d'aide mutuelle.

Dans les descriptions des entreprises collectives, on est continuellement frappé par l'intérêt démontré par leurs membres pour que ceux qui s'entêtèrent à ne pas y participer, fussent persuadés de s'unir à eux par l'exemple, montrant que leur système était le meilleur. On dit quelquefois des paysans espagnols que leur perspective était purement locale. Si cela est vrai pour le passé, il y eut un changement radical après 1936. En juin 1937, par exemple, il y eut à Valence un Plenum National des Fédérations Régionales des Paysans pour coordonner et étendre le mouvement collectiviste, ainsi que pour assurer une juste rétribution des produits de la terre, non seulement entre les collectifs, mais au pays entier. En outre, en Castille, en Octobre 1937, il y eut fusion des 100.000 membres de la Fédération Régionale des Paysans avec les 13.000 membres des syndicats de distribution de vivres. Ce fut une mesure logique pour assurer une meilleure coordination et elle fut acceptée par toute l'Espagne au Congrès National des Collectivités tenu à Valence en novembre 1937.

#### CHAPITRE X: LES INDUSTRIES COLLECTIVISEES / (traduction intégrale de la p. 95 à 101)

Les problèmes qui se présentaient aux ouvriers révolutionnaires de l'industrie étaient plus complexes que ceux affrontés par les paysans. Trop de facteurs échappaient à leur contrôle pour que la révolution dans l'industrie puisse être aussi complète que celle de la terre.

L'insurrection sociale qui eut lieu le 19 juillet 1936 ne fit que changer la situation du paysan. Les grands propriétaires avaient déjà fui ou étaient

des propriétaires absentéistes. Du point de vue du paysan, cela ne gênait pas beaucoup ses aptitudes à continuer son travail, tandis que l'abandon des usines par leurs dirigeants et une grande partie de leurs techniciens fut un sérieux obstacle à la reprise rapide d'une production effective. Dans le cas du paysan le problème immédiat créé par la révolte était celui de la récolte à faire, soit dans les grandes propriétés soit sur les terres qui n'avaient pas été abandonnées par leurs propriétaires. Du point de vue économique, ce fut un début favorable à la révolution sociale. Pour le futur les buts du paysan dans la lutte contre Franco étaient l'accroissement de la production et la modernisation des moyens de culture. Et à l'exception de quelques catégories d'exportation comme celle des oranges, il n'y avait pas de problèmes réels de marchés.

Bien différente était par contre la situation de l'industriel. En plus de l'abandon des usines par les techniciens compétents, il fallait résoudre aussi le problème des nombreuses industries devenues surabondantes parce que d'un jour à l'autre, les armées de Franco avaient coupé l'industrie catalane de ses plus importants marchés intérieurs.

Les marchés étrangers ne furent jamais nombreux pour les produits espagnols et de plus, on devait les considérer comme momentanément perdus. Un autre problème également important était que l'Espagne avait besoin de matières premières étrangères pour alimenter ses industries: le problème devint sérieux quand les fonds d'approvisionnement furent temporairement coupés et il fut plus tard aggravé: car au moment où on aurait pu -- obtenir de nouveau les matières premières, le Gouvernement Central n'accorda pas les fonds nécessaires aux usines parce que celles-ci étaient contrôlées par les travailleurs. Une grande partie de l'industrie de guerre espagnole était située dans les territoires occupés par les forces de Franco, si bien qu'il y eut un autre problème à affronter pour la Catalogne: créer une industrie de guerre. Ceci impliquait l'importation de machines spéciales, une complète transformation des usines et l'adaptation des ouvriers à un nouveau travail. Il faut signaler aussi la création d'une industrie chimique et la fabrication de beaucoup d'articles qui jusqu'alors, n'avaient jamais été produits en Espagne, comme les automobiles et les autocars qui auparavant étaient seulement montés en Espagne. Néanmoins, dans la première année ce problème aussi fut résolu avec succès. Ce n'était toutefois, que quelques uns des problèmes techniques que les ouvriers révolutionnaires de Catalogne eurent à affronter.

Même politiquement, ils étaient en face d'une opposition qui usait toute arme en son pouvoir pour parvenir à contrôler l'industrie. Et à la fin, le Gouvernement Central y réussit, dans une certaine mesure par la nationalisation des industries de guerre qui représentaient alors le plus gros du potentiel industriel. Comme nous l'avons déjà observé, cela fut possible parce que, bien que les ouvriers aient eu le contrôle complet des usines, le Gouvernement Central contrôlait l'or nécessaire à acheter à l'étranger les matières premières sans lesquelles l'industrie espagnole est paralysée.

Dans les premiers jours de la révolution, les ouvriers occupèrent les usines qui avaient été abandonnées et qui, en général, étaient les plus importantes de la région et où il était possible de reprendre le travail sous le contrôle ouvrier. Dans quelques usines, tous les ouvriers recevaient une paye hebdomadaire fixe, mais dans d'autres, les profits ou les revenus étaient partagés entre les ouvriers, système plus juste que celui suivant lequel le propriétaire d'usine devait tout empêcher, mais qui maintenant, était incompatible avec l'esprit de la révolution qui voulait abolir les chefs et les actionnaires et non en augmenter le nombre par une sorte de capitalisme collectif. En conséquence, les payes variaient dans les différentes usines et aussi dans une même industrie. Les usines prospères

ayant une grande réserve de matières premières et un outillage moderne avaient donc un injuste avantage sur les usines anti-économiques qui luttèrent pour se maintenir en vie avec des réserves limitées. Un tel système existe en Russie où, dans les Kolkozés, la rétribution journalière payée aux ouvriers est fixée en proportion des profits de l'année précédente. Et on arrive à ce chiffre "au moyen de calculs exactement semblables à ceux qui auraient établi le montant des dividendes à distribuer entre les actionnaires si le Kolkoze avait été une entreprise agricole capitaliste" (Cide, " Mon retour de l'URSS " ). Mais heureusement en Espagne, l'injustice de cette forme de collectivisation fut reconnue et combattue dès le début par les Syndicats CNT.

Le Décret de Collectivisation du 24 Octobre 1936 qui ne fit que légaliser une situation déjà créée par les travailleurs (1) a été généralement salué, des légalitaires aux syndicalistes, comme une conquête de la Révolution. D'autant plus que le Décret était l'oeuvre du Conseiller pour l'Economie à la Généralité, Juan Fàbregas, qui était aussi membre de la CNT. Le but du décret peut avoir été de légaliser un fait accompli; mais il était aussi de tenter d'empêcher le développement ultérieur de la nouvelle économie révolutionnaire dans l'industrie catalane. En Octobre 36 l'expérience était encore dans sa phase initiale. Chaque industrie, chaque usine et atelier avaient leurs problèmes particuliers à résoudre sans parler du problème général de l'industrie par rapport à la communauté dans son ensemble et de la part qu'elle devait prendre dans la lutte contre Franco.

Le décret de collectivisation, limitant la collectivisation de l'industrie aux entreprises qui employaient plus de 100 ouvriers, exclut une très grande partie de la population ouvrière de la participation à l'expérience du contrôle ouvrier. Il fut décrété la création, dans toutes les usines de propriété privée, d'une Commission de Contrôle des Ouvriers qui d'une part, se serait occupée des droits économiques et sociaux des ouvriers, et d'autre part aurait assuré la "rigide discipline dans l'exécution du travail". La Commission aurait fait en outre tout ce qui était en son pouvoir pour augmenter la production dans la "plus étroite collaboration avec le propriétaire" qui aurait été obligé de présenter chaque année à la Commission de Contrôle un Bilan et un Procès verbal au Conseil Général de l'Industrie. Ainsi la Commission de Contrôle des Ouvriers avait de multiples rôles et devait répondre à beaucoup; et il semblait que tous avaient le pouvoir sauf les producteurs !

Mais examinons la situation dans les industries collectivisées, c'est-à-dire celles qui employaient plus de 100 ouvriers ou celles qui en employaient moins, mais où les propriétaires étaient "déclarés ennemis", ou étaient en fuite. En réalité, il y avait une autre catégorie d'industrie qui pouvait être comprise dans le décret de collectivisation : " Le Conseil de l'Economie peut, d'autre part, ratifier la collectivisation de ces autres industries qui, par l'importance qu'elles revêtaient pour l'économie nationale, ou pour d'autres raisons, il était désirable de soustraire à l'activité de l'entreprise privée ". Nous avons cité cette clause de l'article 2 du Décret parce qu'elle révèle clairement comment l'autorité suprême dans la nouvelle économie ne devait pas être le syndicat mais le Gouvernement de Catalogne et que la direction et le développement de l'économie devait rester aux mains des politiciens et des économistes. De cette façon le contrôle des ouvriers ne serait devenu que l'ombre des objectifs premiers que les ouvriers révolutionnaires s'étaient donnés en occupant les usines et les ateliers.

(1) Peirats: La CNT en la Revolución Espanola - Vol. I, p. 379.

La gestion des entreprises collectivisées était aux mains d'un Conseil des Entreprises nommé par les travailleurs eux-mêmes qui décidaient aussi du nombre de représentants à ce Conseil. Mais le Conseil comprenait aussi un "contrôleur" de la Généralité nommé par le Conseil Economique "d'accord avec les travailleurs". Alors que dans les entreprises de moins de 500 ouvriers ou avec un capital de moins de un million de pesetas, le contrôleur est nommé par le Conseil d'Entreprise dans les usines plus grandes et dans celles employées pour la défense nationale la nomination du contrôleur devait être approuvée par le Conseil Economique. En outre le Conseil d'Entreprise peut-être destitué de sa charge soit par les travailleurs réunis en assemblée générale, soit par le Conseil Général de l'Industrie en cas d'incompétence manifeste ou de résistance aux instructions données par le Conseil Général. (article 20).

Nous devons maintenant expliquer le rôle du Conseil Général de l'Industrie qui est apparu à deux reprises dans le labyrinthe bureaucratique où nous cherchons à guider le lecteur. Le Conseil Général était composé de 4 représentants du Conseil d'Entreprises, de 8 représentants des organisations ouvrières (CNT, UGT, etc..) et de 4 techniciens nommés par le Conseil Economique. Un représentant du Conseil Economique de Catalogne était président de ces assemblées. L'article 25 traite des fonctions du Conseil Général parmi lesquelles l'établissement d'un programme général de travail pour l'industrie, l'orientation du Conseil d'entreprise dans ses buts et en outre la réglementation de la production totale de l'industrie et l'unification des prix de production autant que possible, pour éviter la concurrence: l'étude des besoins généraux de l'industrie et celle des marchés intérieurs et étrangers; les projets de transformation des méthodes de production; la négociation des opérations de banque et de crédit, l'organisation des travaux de recherches la préparation des statistiques, etc... En somme, le Conseil Général décidait de tout et s'occupait de tout, excepté de faire le travail effectif qui, comme c'est l'habitude dans tous les systèmes centralisés, était laissés aux travailleurs ! Les pouvoirs du Conseil Général se révèlent dans l'article 26 du Décret qui dit:

"Les décisions prises par le Conseil Général de l'Industrie seront de nature exécutive, de caractère obligatoire, et aucun Conseil d'Entreprises ni entreprise privée ne pourra refuser de les appliquer sans une raison quelconque qui ne serait pas pleinement justifiée. Ils ne pourront recourir contre ces décisions que devant le Conseiller Economique dont le verdict est sans appel."

Le cadre de l'organisation industrielle en Catalogne, tel qu'il est contenu dans le Décret de Collectivisation, est maintenant complet. A part le plus grand moyen de contrôle des travailleurs sur les conditions de travail qui existe dans les industries nationalisées, toute l'initiative et le contrôle ont été déplacés des usines et ateliers aux bureaux du gouvernement à Barcelone. Le fait que les représentants des ouvriers aient une place prééminente, aussi bien au Conseil d'Entreprise qu'au Conseil Général d'Industrie et même au Gouvernement, ne rend pas la structure du contrôle plus démocratique ou moins autoritaire. Tant que les "représentants" n'ont pas le pouvoir exécutif, ils cessent d'être représentants au sens réel du mot. Et ce qui est plus important quand l'économie de l'industrie et le contrôle de la production et de la distribution sont entre les mains de l'Exécutif, le contrôle effectif des travailleurs est aussi impossible et illusoire que la conception du gouvernement contrôlé par les gouvernés, conception qui fut tendrement caressée par tant de syndicalistes espagnols malgré l'évidence du contraire.

L'interférence gouvernementale de Barcelone et de Madrid réussit à limiter le développement que l'expérience de collectivisation de l'industrie aurait

pu prendre. Cependant, nous avons suffisamment de preuves pour démontrer que, s'ils avaient eu les mains libres, c'est-à-dire le contrôle des finances et la gestion des usines, les travailleurs espagnols, qui eurent l'esprit d'initiative et d'invention, de même qu'un sens profond de responsabilité sociale, auraient pu parvenir à des résultats tout à fait inespérés. Les succès obtenus dans l'assistance sociale qui ne dépendaient pas tellement des finances gouvernementales et des matières premières et qui étaient plus à l'abri des chantages du gouvernement - ont été reconnus par tous les observateurs des événements espagnols dans leur phase initiale.

Les qualités d'organisation et d'intelligence des ouvriers catalans sont amplement illustrées par le fait qu'ils furent capables de gérer les chemins de fer et de reprendre le service avec un minimum de retard; que tous les transports publics à Barcelone et dans les faubourgs furent réorganisés sous le contrôle des travailleurs et qu'ils fonctionnèrent avec une plus grande efficacité qu'avant; que sous le contrôle des travailleurs, les services publics, comme le téléphone, le gaz et l'électricité, fonctionnèrent normalement dans les 48 heures qui suivirent la déconfiture du général Goded dans sa tentative de révolte (1); que le collectif des boulangers de Barcelone assura, jusqu'à ce qu'il ait de la farine (et Barcelone en avait besoin en moyenne de 3.000 sacs par jour), que la population aurait du pain. Et à cette liste, on pourrait ajouter des exemples comme les services sanitaires qui collaborèrent dans toute l'Espagne à l'œuvre des syndicats; les écoles instituées par les syndicalistes dans les villes et les villages, afin de détruire le vieux fléau de l'analphabétisme (47% de la population totale); les mesures radicales prises pour résoudre les problèmes des vieux et des malades (2). Le peuple espagnol donnait la preuve concrète d'être non seulement en mesure d'assumer des responsabilités mais d'ouvrir une vision de la société plus humaine, plus juste, plus noble, que toute autre conçue ou projetée où que ce soit par les politiciens et les gouvernants

VERNON RICHARDS

(traduit de l'italien)

(1) " 5 Août 1936... à bien des égards, la vie (à Barcelone) était beaucoup moins troublée que ce que je croyais à la suite de la lecture des compte-rendus des journaux étrangers. Les tramways et les autobus marchaient, l'eau et l'électricité fonctionnaient ..." (Franz BORKENAU - The Spanish Cockpit (Londres 1937).

(2) voir Leval, ouvrage cité.



CONCLUSIONS /

Cette brochure répond à plusieurs objectifs:

Elle est le complément de la conférence faite le 13/XII/63, "ESPAGNE, Rouge et Noire" par le groupe "NOIR & ROUGE" (sur l'invitation de l'U.G.A.C., de la Fédération Anarchiste); il est fastidieux dans une conférence de faire de longues citations, mais sans elles, le côté le plus important de l'expérience espagnole - l'expérience communautaire - ne peut être réellement apprécié. Cette conférence doit sortir également en brochure.

En même temps, ce travail est le début d'études entreprises par NOIR & ROUGE pour lesquelles nous avons déjà demandé l'aide et la collaboration d'un certain nombre de camarades. Nous nous adressons ici aussi aux camarades et aux lecteurs qui possèdent une expérience directe ou indirecte sur les réalisations communautaires en Espagne, ou ailleurs, qui s'intéressent et qui travaillent sur cette question, pour leur demander de coordonner leurs efforts avec nous.

Par la suite, nous répondrons à de nombreuses critiques venant de tous côtés, sur l'expérience espagnole. Et enfin, les collectivités n'ont pas un intérêt seulement bibliographique et historique; elles s'insèrent dans la tendance et l'évolution actuelle; en Hongrie, en 1956, les ouvriers ont essayé de gérer eux-mêmes les usines, en Israël, les communautés agricoles existent depuis de longues années, en Algérie en ce moment, une expérience d'autogestion est en cours. Dans de nombreux autres pays, des expériences analogues, isolées ou vastes, sont tentées ou envisagées. Les collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire, qui sont presque inconnues, peuvent servir d'exemples aux autres expériences collectivistes.

"NOIR & ROUGE"

Cahier d'Etudes Anarchistes - MARS 1964.

oooooooo

BROCHURES PUBLIÉES par "NOIR & ROUGE":

- "Espagne 62" en collaboration avec Informations et Correspondances ouvrières (Blachier- 13 bis rue Labois Rouillon-Paris 19)
- "Anarchisme" en collaboration avec la Libertarian League- (P.O. Box 261, Cooper Station, New-York 3, N.Y.U.S.A)
- "Pierre Kropotkins fédéraliste" par Camillo Berneri.

SI CETTE BROCHURE VOUS INTERESSE, VEUILLEZ NOUS AIDER PAR VOTRE PARTICIPATION. (0,60 f.)

adresse: LAGANT - B.P. 113- Paris 18ème - ccp. Paris 16.682.17

printemps 2007